Programme d'activité

Bilan 2017 et Perspectives 2018

*contact@ires.fr

■ Document approuvé par l'Assemblée générale du 5 avril 2018

Institut de Recherches Économiques et Sociales

16, bd du Mont d'Est - Noisy-le Grand • Tél. 01 48 15 18 90 - Fax 01 48 15 19 18 • www.ires.fr

E-mail : contact@ires.fr • Twitter @IresFr • Linkedin ires-France• Facebook

SOMMAIRE

Partie 1 : groupes de travail

- Groupe « Relations professionnelles »
- Groupe « Travail et sécurisation des parcours professionnels »
- Groupe « Revenus »
- Groupe « Emploi et système productif »

Partie 2 : autres activités de l'IRES

- Chronique internationale de l'IRES
- La Revue de l'IRES
- Site internet
- Journées et séminaires organisés ou co-organisés par l'IRES
- Le Centre de documentation
- Conventions de recherches en 2017-2018
- Interventions des chercheur.e.s

* * *

- Liste des chercheur.e.s par groupe en janvier 2018
- Table des matières détaillées

Introduction

Ce document présente le bilan de l'année 2017 et les perspectives de l'année 2018 de l'Ires des quatre groupes de travail (Relations professionnelles, Travail, Revenus, Emplois) et des activités transversales (Publications, Site internet, Documentation et Séminaires).

Relations professionnelles

En 2017, les travaux de l'Ires ont porté sur la dynamique des systèmes de représentation dans l'entreprise et de négociation collective en France et en Europe. Depuis 2013, ces deux champs ont connu d'importantes évolutions législatives, les dernières en date, résultant des Ordonnances de septembre 2017, opérant des changements radicaux dans l'architecture institutionnelle de la représentation des salariés. Les réformes de l'indemnisation du chômage et de la formation professionnelle, les deux principaux espaces de la régulation paritaire, sont programmées pour 2018. Le suivi et l'analyse à la fois de la genèse de ces réformes, de leurs contenus et de leurs effets sur le système de relations professionnelles est un axe de travail clé pour 2018. Les résultats de la recherche pour la Dares sur les évolutions institutionnelles des comités d'entreprise français ont servi de point de départ pour approfondir plusieurs questionnements dans le contexte des ordonnances réformant le code du travail : rôle des experts, fusion des instances de représentation dans l'entreprise. Dans le domaine de la négociation, la connaissance des expériences étrangères s'est poursuivie aussi bien dans le domaine des négociations salariales que dans l'analyse de la décentralisation des négociations collectives dans différents pays européens.

Le suivi de la participation des travailleurs au sein des entreprises multinationales se prolonge à travers un projet centré sur l'articulation entre les négociations d'entreprise transnationale et nationale. Concernant l'acteur syndical, deux projets comparatifs cherchent à saisir pour l'un, les processus complexes d'engagement des jeunes dans le syndicalisme et pour l'autre, les formes de représentation syndicale dans le travail du *Care*. Ces recherches posent la question des conditions d'un renouveau de l'action syndicale face aux mutations du travail.

Travail

Côté travail, les recherches sur le travail et le syndicalisme dans le secteur public, engagées de longue date, ont donné lieu à plusieurs publications courant 2017. L'une d'entre elles s'interroge en particulier sur la place respective du travail et du statut (public ou privé) pour comprendre l'évolution du service rendu au public, à partir du cas du travail dans les musées en France et en grande Bretagne.

Les autres thématiques restent au cœur des investissements et des perspectives de travail du groupe : les travaux sur le fonctionnement des dispositifs d'accompagnement et d'insertion, ou encore sur les différentes formes d'intermédiation – en matière d'accès à l'emploi ou à la formation – accordent une attention croissante à la question des « situations », qui constituent *a priori* un bon lecteur des « conditions d'efficacité » des dispositifs mobilisés dans ces différents champs, et des inflexions récentes dont ils sont porteurs. Accorder une attention à une « situation » dans son ensemble, pour ajuster un accompagnement non pas aux seules « caractéristiques » d'une personne mais à la « situation » dans laquelle elle se trouve, en lien avec d'autres acteurs (des employeurs potentiels en particulier), semble *a priori* nécessiter d'investir « la relation à l'entreprise » : comment les pratiques des conseillers se distinguent-elles de ce point de vue, et comment mieux les qualifier selon qu'elles investissent, ou non, cette dimension ? De la même façon, comment analyser les bénéfices qui semblent découler de dispositifs d'accompagnement des mutations économiques qui associent, fréquemment, actions de formation destinées aux personnes (en poste ou en recherche d'emploi) et actions d'accompagnement (RH par exemple) adressées aux employeurs ? Les bénéfices de ces dispositifs ne proviennent-ils pas de la capacité que ceux-ci acquièrent à accompagner des « situations » et toutes leurs parties prenantes, et à construire ainsi des modalités de sécurisation des parcours des personnes plus ajustées et engageant *effectivement* les deux parties de la relation d'emploi (en cours ou à construire) ? Ces interrogations ont été au centre de travaux réalisés dans l'année, qui ont vocation à se poursuivre. Enfin, sur un autre registre, comment prendre en compte et apprécier l'apport de situations de travail apprenantes dans les trajectoires professionnelles de publics notamment peu qualifiés ? Ce dernier point fait l'objet d'un travail qui démarre, visant à explorer l'importance, pour

la construction de parcours d'insertion, de la *qualité des situations de travail* qui jalonnent ces parcours.

Revenus

Les travaux de l'Ires visent aussi à éclairer les transformations sur la formation et la répartition des revenus. Les trajectoires d'évolutions des rémunérations des salariés et des transferts sociaux ont été fortement modifiées à partir de la Grande récession de 2008-2009, en particulier avec la mise en œuvre de politiques de restrictions budgétaires ou encore avec les nouvelles réformes du marché du travail. Ces travaux s'inscrivent autour de trois grands axes, revenus primaires, protection sociale, revenus disponibles et inégalités.

Le premier, sur la formation des salaires, la diversification des formes de rémunération et l'épargne salariale, conditionne de façon directe la distribution des revenus pour la majorité des salariés. Il porte des enjeux très concrets en termes de négociation collective. En 2017, les travaux s'articulent autour de trois thèmes. Le premier a trait aux stratégies nationales de négociations salariales en période de sortie de crise. Il s'agit en particulier de saisir comment celles-ci soutiennent (ou non) une « croissance inclusive ». Le deuxième thème porte sur les négociations de compromis durant la crise en France, en particulier dans les entreprises ayant mis en œuvre des ajustements de l'emploi et des salaires. Enfin, les travaux sur les enjeux de l'épargne salariale pour les politiques salariales en France se poursuivent.

Le deuxième axe porte sur la protection sociale et, plus généralement, l'ensemble des transferts sociaux-fiscaux, en espèces ou en nature. En 2017, les travaux ont porté sur les politiques familiales ou encore sur les questions de santé. Depuis quelques années, plusieurs chantiers sont consacrés aux politiques de santé ou du soin, et en particulier les évolutions touchant au financement ou à la délivrance du soin. L'année 2017 a été l'occasion de rassembler des travaux revisitant la crise ainsi que les politiques d'austérité ou encore les réformes dites « structurelles », au prisme de la santé de la population et des évolutions du secteur de la santé, en particulier pour les travailleurs de ce secteur. Ce travail se traduira par la sortie d'un numéro double de la *Revue de l'IRES*. Un projet,

présenté avec plusieurs laboratoires universitaires, a été retenu par l'ANR (Agence nationale de la recherche) autour de la question de la construction du marché du risque santé et en particulier des transformations du secteur et des acteurs de la couverture complémentaires santé dans le contexte de sa « généralisation ». Ce projet a été lancé fin 2017.

Un troisième axe s'intéresse à la distribution et l'évolution des revenus disponibles des ménages. Une attention particulière est portée sur les inégalités et, en 2017, une communication présentée dans le cadre de la *Foundation for International Studies on Social Security* a permis de développer un cadre théorique et méthodologique sur la définition et l'estimation d'un seuil de richesse. Se poursuivent les travaux autour des « budgets de référence » ou « revenu minimum décent » pour pouvoir participer effectivement à la vie sociale, dans le cadre d'une recherche pour l'Observatoire nationale de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES). Le projet vise à étendre à des zones rurales la méthode déjà développée pour des villes moyennes en 2013-2015, et à développer une réflexion sur les liens possibles entre « budgets de référence » et notions de dépenses contraintes ou de dépenses pré-engagées.

Emploi

Concernant l'emploi, les principales thématiques investies les années précédentes se répartissent autour de cinq axes : (1) Les régimes salariaux dans la zone euro ; (2) les mutations de l'emploi, du travail et du système productif (stratégies des groupes industriels, l'emploi et le système productif national ; le conflit de répartition entre actionnaires et salariés) ; (3) les transformations de l'emploi et du travail liées au numérique (économie collaborative), y compris dans une démarche prospective ; (4) les formes induites de segmentation du marché du travail (emploi des seniors, emploi des jeunes, discrimination, travailleurs non-permanents) ; (5) Modèles nationaux et crise économique.

En 2017, les activités ont porté notamment sur l'analyse de l'impact des chaînes d'approvisionnement mondiales (CAM) sur les systèmes productifs et l'emploi, initiée en 2016 dans le cadre d'un contrat avec l'OIT. Il s'agit d'une comparaison France-Brésil des

industries aéronautique et automobile qui s'appuie sur l'exploitation de plusieurs bases de données et sur des entretiens monographiques et qui donnera lieu début 2018 à la publication d'un rapport final. Un des objectifs de cette recherche est d'analyser les apports et les limites de l'analyse académique des CAM et de rendre compte des répercussions en termes d'emploi et d'enjeux pour la négociation collective. Les recherches sur les formes d'emploi atypiques ont redémarré avec l'arrivée fin 2017 d'un nouveau membre du groupe Emploi : une thèse réalisée dans le cadre d'un partenariat avec l'INRA, débute autour de la question des recompositions de la diversité des formes d'exercice de l'activité agricole. Outre son travail de veille toujours d'actualité, le réseau Share and Workers a participé à l'animation de groupes de travail en collaboration avec l'IGAS et France Stratégie autour des recommandations du rapport de l'IGAS sur la protection sociale et les plateformes numériques, ainsi qu'à la préparation d'une journée d'étude en collaboration avec l'Institut du Travail d'Aix Marseille Université et Secafi, sur les impacts de la transformation numérique sur le travail et la qualité de vie au travail. Le reste des thèmes étudiés, autour des modèles nationaux, des populations cibles (jeunes, seniors, étrangers …) ont fait et feront l'objet de publications ou de communications.

Activités éditoriales

Côté activité éditoriale, quatre numéros de la *Chronique internationale de l'IRES* sont parus en 2017. Le premier (n° 156, paru en juillet 2017) est le numéro spécial annuel 2016 cordonné par Noélie Delahaie et Stéphane Le Queux (James Cook University, Australie). Il est consacré aux évolutions récentes des relations professionnelles en Asie du Sud-Est, zone jusqu'alors jamais couverte par la *Chronique Internationale de l'IRES* (à l'exception de Singapour). Pour éclairer les débats nationaux, trois axes de recherche complémentaires sont développés : la résurgence des mouvements sociaux et des luttes syndicales ; les bas salaires et les salaires minima ; les travailleurs migrants et le poids du travail informel. Les trois autres numéros sont des numéros variés et l'un d'entre eux comprend un dossier sur les politiques sociales de Lula et Dilma au Brésil.

Enfin, le numéro spécial 2017 est consacré au renouveau des stratégies syndicales et les nouveaux collectifs face à l'érosion de la figure classique du travailleur. Coordonné par Cristina Nizzoli, ce projet apporte un regard comparatif sur les différentes formes de

renouveau des stratégies syndicales à l'œuvre à l'étranger tout en intégrant des formes d'action ou de défense des droits qui ne relèvent pas directement de la sphère syndicale (collectifs de travailleurs précaires, de travailleurs indépendants, associations, etc.). Ce numéro, à paraître début 2018, comprend deux articles transversaux et neuf monographies nationales (Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Espagne, Etats-Unis, Italie, Portugal, Royaume-Uni et Suède).

La Revue de l'Ires est passée à trois numéros cette année. Deux numéros sont parus et un numéro double est en préparation. Le n° 89 comporte en particulier un dossier sur les négociations salariales en Europe, mobilisant les travaux menés dans le cadre du projet européen CAWIE. Le n° 90 comporte un dossier présentant les dispositifs d'emploi-retraite en Allemagne. Deux numéros spéciaux paraitront en début d'année 2018 ; l'un portera sur la santé dans la récession, l'autre sur les évolutions des Comités d'entreprise, deux thèmes clés au cœur des débats de politique économique et sociale. Dans le prolongement des efforts de ces dernières années, une attention particulière sera portée à la diversité des sources et à la valorisation des travaux issus de l'Agence d'objectifs.

La mise en place du nouveau site Internet, début 2017, a pour vocation de mieux permettre d'accéder à l'ensemble des publications et de renforcer le rayonnement et la visibilité de l'Ires notamment dans le débat public. Un nouveau format de publication court a été mis en place, « Eclairages » : il a permis d'aborder de nombreuses questions d'actualité, sur la fusion des IRP, les réformes du marché du travail ou encore sur les semestres européens…

PARTIE 1

Groupes de travail

Groupe « Relations professionnelles »

Chercheur.e.s : Kévin Guillas Cavan, Marcus Kahmann, Cristina Nizzoli, Udo Rehfeldt, Catherine Vincent
Chercheur.e.s associé.e.s : Jacques Freyssinet, Adelheid Hege, Jean-Marie Pernot

L'année 2017 a vu le groupe renforcé par l'arrivée de deux nouveaux chercheurs et d'un chercheur associé. Les effectifs du groupe, revenus à leur niveau de 2014 au moment du départ en retraite de deux chercheurs, ont permis de poursuivre dans les voies ouvertes les années précédentes, de développer de nouvelles perspectives de recherches et de mettre en place un suivi des récentes réformes des relations professionnelles françaises.

Les travaux du groupe en 2017 ont porté sur la dynamique des systèmes de représentation dans l'entreprise et de négociation collective en France et en Europe. Ces deux champs des relations sociales ont connu, depuis 2013, d'importantes évolutions législatives, les dernières en date, résultant des Ordonnances de septembre 2017, opérant des changements radicaux dans l'architecture institutionnelle de la représentation des salariés. Les réformes de l'indemnisation du chômage et de la formation professionnelle, soit les deux principaux espaces de la régulation paritaire, sont programmées pour 2018. Le suivi et l'analyse à la fois de la genèse de ces réformes, de leurs contenus et de leurs effets sur le système de relations professionnelles est un axe de travail nécessaire du groupe pour 2018. Les résultats de la recherche pour la Dares sur les évolutions institutionnelles des comités d'entreprise français ont servi de point de départ à l'approfondissement de plusieurs questionnements dans le contexte des ordonnances réformant le code du travail (rôle des experts, fusion des instances de représentation dans l'entreprise). Dans le domaine de la négociation, la connaissance des expériences étrangères acquise par l'équipe s'est prolongée aussi bien dans le domaine des négociations salariales que dans l'analyse de la décentralisation des négociations collectives dans différents pays européens.

Le chantier permanent sur la participation des travailleurs au sein des entreprises multinationales a trouvé un prolongement à travers un projet centré sur l'articulation entre les négociations d'entreprise transnationale et nationale. Concernant l'acteur syndical, deux projets comparatifs cherchent à comprendre pour l'un, les processus complexes d'engagement des jeunes dans le syndicalisme et pour l'autre les formes de représentation

syndicale dans le travail du *Care*. Ces recherches posent la question des conditions d'un renouveau de l'action syndicale face aux mutations du travail.

1 Dynamiques des relations professionnelles en France après les réformes de la négociation collective et de la représentation des salariés

1.1 Évolution des comités d'entreprise

(F. Lerais, K. Guillas-Cavan, M. Kahmann, C. Vincent) En cours de valorisation

En 2015 et 2016, dans le cadre d'un appel à projets de la DARES sur le fonctionnement et les activités des comités d'entreprise, l'IRES a réalisé en collaboration avec trois cabinets d'expertise, Alpha, Orseu et Syndex, un travail de recherche sur les effets et usages des nouveaux outils de consultation des CE issus de la Loi de sécurisation de l'emploi de 2013. La recherche est partie des transformations induites par cette loi mais a également analysé la façon dont les CE s'emparent des nouvelles modalités de consultations imposées par la loi d'août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi, dite loi Rebsamen. Elle a dépassé ce cadre pour rendre aussi compte des évolutions de plus long terme des IRP qui se structurent parallèlement à la fonction RH.

Au cours de l'année 2017, les résultats de cette recherche ont été présentés à de nombreuses reprises devant différents publics (représentants du personnel des entreprises enquêtées, chercheurs, experts, etc.). Trois valorisations écrites doivent être plus particulièrement soulignées :

1.1.1 Eclairage et contribution à un ouvrage collectif (K. Guillas Cavan)

Dans le contexte des ordonnances réformant le code du travail, un *éclairage* sur la fusion des instances représentatives du personnel (IRP) a été réalisé par Kevin GUILLAS-CAVAN qui développe la thèse qu'une recomposition des IRP était d'ores et déjà à l'œuvre dans nombre d'entreprises prenant la forme d'une spécialisation par « niveau » de représentation : au CCE, le niveau central, au CHSCT l'essentiel du niveau de l'établissement et au DP le niveau local. Dans le rapport remis à la DARES, nous observions un renforcement des CCE au détriment des CE (pouvant aller jusqu'à des fusions, complètes ou partielles de ces derniers), une spécialisation des CE sur les activités sociales et culturelles, une montée en puissance des CHSCT comme instance de représentation locale, notamment dans le cas de restructurations, où le CCE prend en charge les aspects économiques et « ceux qui partent » tandis que le CHSCT se

concentrent sur les conséquences et « ceux qui restent ». Dans le cadre du mouvement de recomposition des établissements à un niveau régional, englobant plusieurs sites, les DP apparaissaient comme les seuls représentants sur les lieux de travail concret. La fusion des CE, CHSCT et DP se faisant au niveau de l'établissement (régional), nous soulignions le risque de disparition de toute représentation locale. Dans la lignée de cette thèse, une contribution sur les effets potentiels d'une fusion des instances sera rédigée par Kevin GUILLAS-CAVAN dans un ouvrage collectif portant sur le rôle des CHSCT et dirigé par Loïc LEROUGE (chercheur CNRS au COMPTRASEC, Université de Bordeaux).

1.1.2 Le rôle des experts auprès des CE (K. Guillas-Cavan, M. Kahmann)

A côté de monographies d'entreprises, la recherche pour la DARES s'est appuyée sur une trentaine d'entretiens avec des consultants des trois cabinets. Kevin Guillas-Cavan et Marcus Kahmann ont eu l'idée de soumettre les données récoltées à travers les entretiens avec les experts-comptables à une analyse secondaire afin d'en dégager une analyse sur l'évolution des modalités d'intervention des experts-CE. Nous faisons l'hypothèse que les évolutions récentes (LSE, mais aussi ultérieures) confirment le déclin de l'analyse comptable au profit de « l'analyse stratégique ». Nous constatons également un renforcement du rôle des experts dans le travail syndical proprement dit et notamment dans le cas de la négociation de PSE. Cette évolution est ambiguë : tandis que la dépendance des RP aux experts et les risques de substitution s'accroissent, l'expertise peut aussi conduire à un *empowerment* des RP affaiblis. Une première version de ce travail a été présentée en octobre 2017 à la conférence annuelle de la *German Industrial Relations Association* (GIRA) à Duisbourg. Ce travail devrait donner lieu à une version allemande – à soumettre au journal *Industrielle Beziehungen* – et française. Le texte français fera partie du numéro spécial de la Revue de l'IRES consacré aux comités d'entreprise (à paraitre au printemps 2018). Nous évaluons en parallèle les possibilités de poursuivre le travail d'enquête auprès des experts et leurs cabinets, nous permettant ainsi d'approfondir les premiers questionnements dégagés.

1.1.3 Un numéro spécial de la Revue de l'Ires consacré aux CE – projet

Un numéro spécial double de *la Revue de l'Ires* paraîtra en 2018 afin de valoriser à la fois les résultats de la recherche sur les CE réalisée pour la Dares et les communications présentées à l'occasion du colloque « pratiques, usages et parcours militants dans les

comités d'entreprise : 70 ans d'existence et maintenant? » organisé notamment par le laboratoire Triangle (université Lyon 2) à Villeurbanne en novembre 2016. Après la fusion de cette instance avec les DP et CHSCT, prévue par les dernières lois, ce numéro sera aussi l'occasion d'un dernier bilan de l'instance avant de passer au CSE.

Ce numéro sera coordonné par Kevin Guillas-Cavan, Catherine Vincent et Sophie Béroud (Triangle). Les premières versions de l'ensemble des 6 articles au sommaire seront discutées au premier semestre 2018.

1.2 Effets des réformes des relations de travail et de la régulation paritaire

J.Freyssinet, en cours

A côté d'une veille sur les préparations des réformes, Jacques Freyssinet a produit un document de travail sur le processus de production des ordonnances portant réformes du code du travail. Ce document a été présenté au séminaire « Emploi et marché du travail » commun à l'IRES et l'OFCE en novembre 2017.

1.3 La négociation collective

(C. Vincent) – en cours

La décentralisation de la négociation collective, l'érosion de sa capacité intégrative et de sa portée normative constituent une des évolutions majeures des relations professionnelles tant françaises qu'européennes. C'est un des constats du groupe de travail qui réalise la publication d'un ouvrage de l'Institut syndical européen présentant l'état des systèmes nationaux de négociation collective des 28 Etats membres de l'UE (Müller T., Vandaele K., Waddington J. eds.). C. Vincent écrit le chapitre consacré à la France. L'ampleur du champ géographique couvert et l'unité des approches entre les différents chapitres fondent le caractère inédit de ce projet. La publication est prévue en 2018.

Par ailleurs, deux entrées sont privilégiées pour analyser les évolutions de la négociation collective : les négociations salariales, cœur traditionnelle des relations contractuelles, et les négociations sur les complémentaires santé.

1.3.1 Les négociations salariales

(C. Vincent avec N. Delahaie) en cours et projet (voir groupe revenu)

Dans le prolongement du projet CAWIE 2 (« *Collectively Agreed Wages in the New European Economic Governance : Alternatives Views and Perspectives* », voir rapport d'activité 2016), l'IRES, en collaboration avec le réseau TURI, participe à une nouvelle recherche, CAWIE 3 (« *Inclusive growth trough wage coordination. Research on the economics and politics of wage setting in Europe after Austerity* »), financée par la Commission européenne.

Portant sur les liens entre négociations collectives et inégalités salariales dans 10 pays européens, le projet de recherche comporte notamment des rapports nationaux. Noélie Delahaie et Catherine Vincent sont chargées de rédiger celui de la France. A partir d'entretiens menés auprès des organisations syndicales et patronales, les travaux s'intéressent à la construction des stratégies de négociations salariales et visent à comprendre comment ces dernières soutiennent (ou non), une « croissance inclusive ». Le rapport final sera remis à la Commission européenne en 2018.

Les travaux menés par Noélie Delahaie et Catherine Vincent sur l'articulation entre négociations salariales et salaire minimum feront l'objet en 2018 d'une valorisation dans un ouvrage collectif, coordonné par Irene Dingeldey (Université de Bremen, Allemagne), Thorsten Schulten (WSI, Allemagne) et Damian Grimshaw (Université de Manchester, Royaume-Uni) et intitulé « Beyond Minimum Wage Research : Interactions with Collective Bargaining in diffrent sectors and regions on the World » (Edition Routledge).

1.3.2 La généralisation négociée des complémentaires santé

(C. Vincent avec A. Math et C. Sauviat) – projet MaRiSa, en cours (voir groupe revenu)

L'IRES s'est associé à un projet ANR (Association nationale de la recherche) porté par le laboratoire IODE de l'université de Rennes 1 et coordonné par Marion Del Sol, qui a pour thème la construction du marché du risque santé. La recherche, rassemblant des chercheurs de différentes disciplines (juristes, économistes, sociologues, politistes) propose d'analyser les conséquences de la généralisation de la couverture santé obligatoire pour les salariés du secteur privé (ANI du 13 janvier 2013, repris par la loi sur la sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013), tant en termes de renforcement des logiques

marchandes et concurrentielles et de reconfiguration/réorganisation de la protection sociale en général et dans le champ de la santé en particulier, que de mutations profondes de l'Etat social, qui devient à la fois prescripteur et incitateur. Dans ce cadre, C. Vincent se propose d'une part, d'analyser les stratégies des organisations syndicales et patronales dans la mise en place négociée des complémentaires santé, notamment au niveau des branches, et d'autre part, de saisir les usages que les acteurs privés (acteurs mutualistes et employeurs et représentants syndicaux) font de ces nouveaux instruments en entreprise et leur capacité d'innovation sociale.

1.4 Le dialogue social dans la fonction publique (C. Vincent avec C. Meilland)

Les transformations des relations professionnelles dans le secteur public sont un axe de recherche du groupe depuis 2000. Face à la reconfiguration des missions de l'État, les fonctions publiques sont l'objet d'un processus de modernisation qui a des répercussions sur la gestion des personnels et des relations de travail. Ces transformations s'accompagnent d'une modification des règles du dialogue social : décentralisation des instances paritaires, généralisation de la négociation et modification des critères de représentativité. Même si le cœur de la fonction publique continue d'offrir des garanties à ses agents, on peut aisément discerner l'effet d'érosion de la norme statutaire exercée par l'introduction du *New public management*. La question de la modernisation des fonctions publiques et des stratégies d'acteurs est également posée en des termes nouveaux dans le contexte d'ajustement budgétaire consécutif à la crise des dettes publiques de la zone euro qui a notamment pour conséquence de nombreuses réorganisations des services publics. L'usage des nouvelles modalités du dialogue social par les acteurs dans le cadre de la réorganisation de la fonction publique d'Etat sera l'objet d'une recherche menée en 2018 et 2019 dans le cadre de l'agence d'objectif IRES-CFDT. La recherche consistera en l'analyse de quelques terrains de réorganisation dans lesquels le dialogue social a pu aboutir à des résultats positifs et d'autres où, au contraire, certains facteurs ont fait que le processus est resté sans suite. La déconstruction du processus visera à identifier les raisons initiales de la réorganisation et leurs perceptions par les acteurs, la manière dont la réorganisation a été menée et l'ensemble du processus de dialogue social qui l'a accompagné.

2 Les systèmes de relations professionnelles européens dans la crise

2.1 La décentralisation de la négociation collective

(U. Rehfeldt, C. Vincent) - achevé

Dans le prolongement des travaux menés les années précédentes sur l'évolution des systèmes de négociation collective en Europe (voir notamment « The new EU economic governance and its impact on the national collective bargaining systems », GOCOBA), U. Rehfeldt et C. Vincent ont participé au projet DECOBA (Decentralisation of collective bargaining in Europe) financé par la Commission européenne et regroupant des instituts de recherche du réseau TURI (Trade union related institute) et la CES sous la coordination de la Fondazione Giuseppe di Vittorio (Rome). L'objectif de ce projet était d'analyser les effets, tant sur les articulations institutionnelles que sur les stratégies d'acteurs, de la décentralisation de la négociation collective vers l'entreprise dans cinq pays : Allemagne, Belgique, Espagne, France et Italie. Des rapports nationaux présenteront les évolutions des systèmes de négociation collective de chaque pays ainsi que les pratiques mises en œuvre face à ces évolutions par les acteurs syndicaux et patronaux de deux secteurs d'activité : la métallurgie et les services.

En 2016 et 2017, quatre séminaires ont permis de discuter les premiers résultats du projet avec des représentants des organisations syndicales, des experts et des membres de la CES. Le rapport final a été présenté dans un séminaire européen à Rome au printemps 2017. Le constat commun est que l'espace pour une négociation décentralisée s'est accru à peu près partout, y compris en Belgique où le système de négociation reste fortement organisé. En France, en Italie et en Espagne, des réformes législatives ont introduit d'importantes modifications de la hiérarchie traditionnelle des niveaux de négociation, favorisant ainsi des accords décentralisés négligeant les accords sectoriels. D'autres systèmes nationaux de négociation collective ont été affectés par une différenciation croissante des unités de négociation avec des niveaux de protections variés (segmentation) et des tendances au déclin de la couverture conventionnelle (dé-collectivisation). L'Allemagne en est un bon exemple tandis que l'Italie et, dans une certaine mesure, la Belgique montrent des signes émergeants de segmentation. Cette segmentation a souvent pour conséquence une moindre protection et, de ce fait, peut

constituer une alternative aux dérogations décentralisées, particulièrement quand la prévalence des accords sectoriels est incontestée, comme en Belgique.

Cependant, un certain nombre d'éléments manifestent une résilience des relations d'emploi des cinq pays qui découlent des institutions autonomes des relations professionnelles et de l'action des partenaires sociaux. Les partenaires sociaux nationaux, autant patronaux que syndicaux, semblent toujours considérer la régulation conjointe, y compris aux niveaux central et sectoriels, comme un atout qu'ils ne doivent pas abandonner. Pour autant, les réformes introduites pendant la crise ont multiplié le nombre d'options à la disposition des employeurs, confortant ainsi leur position dans la négociation par rapport aux organisations syndicales, et ont parfois directement renforcé leur pouvoir unilatéral de modification des conditions de travail et d'emploi. Ces nouvelles « stratégies d'exit » de la négociation collective contribuent à affaiblir les capacités de la régulation conjointe et peuvent altérer la pertinence de la négociation collective dans le futur.

Les rapports nationaux, ainsi que deux articles de synthèse, feront l'objet en 2018 d'une publication dans un ouvrage édité par l'Institut syndical européen.

2.2 Le dialogue social en Europe

(J. Freyssinet) – achevé

J. Freyssinet a poursuivi sa collaboration avec le BIT sur la problématique du dialogue social dans deux directions :

1. Fin de la participation à un groupe d'experts de différents pays européens dans un programme de recherches concernant l'impact de la crise économique sur le dialogue social dans différents pays européens qui a donné à la publication d'un ouvrage en 2017 (Cf. Biblio).
2. A la demande du Département de la gouvernance et du tripartisme et dans le cadre de la préparation de la célébration du centenaire de l'OIT, rédaction au premier semestre 2017 d'un document de travail qui a été discuté au Séminaire international de l'IRES et publié par le BIT en octobre (Cf. Biblio).

3 La dimension transnationale des relations professionnelles

Comme les années précédentes, les recherches en 2017 ont porté sur deux thèmes principaux : la participation des salariés aux conseils d'administration/surveillance et la négociation collective transnationale d'entreprise. Ce dernier thème se prolonge en 2018 par une recherche articulant la négociation d'entreprise au niveau européen avec les niveaux nationaux : groupe, entreprise et établissement.

3.1 La participation des salariés en Europe

(U. Rehfeldt) – en cours

L'analyse de la participation des salariés s'est poursuivie dans le cadre du réseau d'experts européen « SE Europe » de l'Institut syndical européen (ETUI). Ce réseau a changé de nom en 2017 et s'appelle dorénavant « Worker participation in Europe » (WP Europe), pour marquer l'élargissement progressif de son objet, qui est l'étude comparative de la participation des travailleurs aux décisions des entreprises. U. Rehfeldt est le correspondant français de ce réseau et contribue à ce titre à l'actualisation des informations sur les systèmes nationaux des relations professionnelles du site web www.worker-participation.eu, mis en place par l'ETUI.

Sur ce même thème, U. Rehfeldt participe au Collège des Bernardins à l'axe « Codétermination », animé par Olivier Favereau et Baudoin Roger, du séminaire de recherche « Gouvernement de l'entreprise & création de commun », animé par Blanche Segrestin. Il est intervenu sur le modèle allemand de la codétermination dans les Secondes Assises des administrateurs salariés, co-organisées par l'Institut français des administrateurs au Collège des Bernardins le 28 mars 2017.

Par ailleurs, U. Rehfeldt a fait une communication sur la participation à la gestion dans le colloque « La démocratie sociale dans la France de 2017 », organisé par Sciences Po le 16-17 février 2017. Sa communication sera publiée dans les actes du colloque en 2018.

3.2 La consultation et la négociation dans les entreprises multinationales à travers les accords transnationaux

(U. Rehfeldt) - terminé

U. Rehfeldt a participé au projet EURIDE sur « L'implication des salariés dans les firmes multinationales : de l'utilisation des droits européens aux accords transnationaux

d'entreprise ». Ce projet, financé par la Commission européenne sur la base d'un appel d'offres, a débuté en décembre 2015 et s'est terminé en septembre 2017. Le projet a été coordonné par l'institut de recherche Sindnova (Rome). En dehors de l'IRES, deux autres instituts du réseau européens TURI, qui regroupe les instituts de recherche liés aux organisations syndicales, ont participé à le projet : la Fondation Di Vittorio (Rome), anciennement Association Bruno Trentin, et la Fondation 1° de Mayo (Madrid). Plusieurs organisations syndicales italiennes y ont été associées : la confédération CISL et deux de ses fédérations, FIM-CISL (métallurgie) et FILCA-CISL (construction).

L'objet de la recherche a été la mise en œuvre et le suivi des accords-cadres internationaux (ACI), qui ont été signés respectivement par les entreprises transnationales et des fédérations syndicales internationales. Parmi les questions de recherche figuraient l'effectivité de ces ACI et le rôle qu'ont joué les organisations syndicales et éventuellement les comités d'entreprise européens (CEE) dans leur mise en œuvre et leur suivi. Le projet a élaboré onze études de cas. Cinq ont porté sur la mise en œuvre de ces accords en Italie dans les entreprises suivantes : Salini-Impregilo, ENEL, ENI et la filiale italienne de Bosch et d'Electrolux. Les études de cas espagnols ont porté sur Endesa, OHL et sur la filiale espagnole de ThyssenKrupp. Les études de cas français ont porté sur Renault, Engie (ex-GDF Suez) et Solvay. U. Rehfeldt a également rédigé une étude statistique sur l'évolution respective des ACI et des accords-cadres européens (ACE).

Des résultats intermédiaires de la recherche ont été présentés et discutés dans trois séminaires transnationaux, en février 2017 à Madrid, en avril 2017 à l'IRES et en septembre 2017 à Rome. Des membres des CEE, des représentants des organisations syndicales nationales et internationales, des dirigeants RH, des représentants de l'OIT, ainsi que des experts en relations professionnelles ont participé à ces séminaires.

U. Rehfeldt a présenté une communication sur l'évolution des accords d'entreprise transnationaux (AET) dans le séminaire la Société internationale du droit du travail sur « Les AET dans l'espace juridique global », organisé à l'Université La Sapienza de Rome le 7 mars 2017. Il a présenté une communication sur le même thème à la journée d'étude « Unité et convergence de l'action syndicale au XXe siècle », organisé par l'IEP de Strasbourg le 17 mars 2017.

3.3 La négociation collective transnationale d'entreprise : quelle(s) articulation(s) avec la négociation collective de groupe, d'entreprise et d'établissement.

(N. Delahaie, J. Freyssinet, K. Guillas Cavan, M. Kahmann, U. Rehfeldt et C. Vincent) - En cours

L'IRES, en collaboration avec le Centre Etudes et Prospectives du Groupe Alpha, a répondu à un appel à projet de la nouvelle chaire de l'ESCP Europe, « Dialogue social et compétitivité des entreprises ». Plus particulièrement, ce projet s'inscrit dans l'axe de recherche de la chaire sur « les évolutions des relations professionnelles à l'heure de la mondialisation ». Il vise à étudier la diffusion des normes transnationales et leur articulation au dialogue social au niveau de l'entreprise. Ce projet piloté par Noélie Delahaie et Kevin Guillas-Cavan durera 18 mois et commencera au 1er janvier 2018.

La recherche part du constat que les relations professionnelles françaises sont marquées par un double mouvement de décentralisation de la négociation collective vers l'entreprise et de centralisation de celle-ci en son sein qu'avait illustré le rapport remis en décembre 2016 à la DARES sur le fonctionnement des comités d'entreprise depuis 2013. Dans le cadre de ce mouvement de centralisation au sein de l'entreprise, des accords-cadres européens sont négociés dans les grandes entreprises en vue d'harmoniser les normes entre les différentes filiales de l'entreprise. Cette ébauche de gouvernance transnationale de la relation d'emploi ne s'est cependant pas substituée au niveau national qui reste le niveau de régulation dominant. L'objectif premier de cette recherche est alors de questionner les enjeux de la négociation collective transnationale d'entreprise en termes de production et de diffusion de standards nationaux mais aussi de mise en place d'une gouvernance transnationale « multi-niveaux ».

A cette fin, la recherche se concentrera sur les douze entreprises transnationales françaises disposant d'un accord-cadre européen sur les restructurations et les anticipations signé récemment. Après une étude exhaustive de ces accords, quatre entreprises représentatives des différents types d'accords (purement procéduraux, contenant des mesures substantielles, exigeant des accords d'application nationaux, à application directe, etc.) feront l'objet d'une enquête de terrain approfondies aux différents niveaux de l'entreprise en vue d'établir l'influence des niveaux nationaux (établissements et centraux) sur le

contenu de ces accords et inversement l'effet de ces accords sur les négociations qui ont lieu aux niveaux nationaux.

Cette recherche cherchera notamment à tester l'hypothèse fréquemment avancée par la littérature, d'une influence des acteurs centraux nationaux (délégués syndicaux centraux, comité central d'entreprise et DRH) sur le contenu des accords-cadres dans lesquels ils visent (1.) à inscrire des pratiques nationales déjà établies et (2.) à établir un socle minimal de procédures et de mesures en cas de restructurations. Dans le cadre de cette seconde dimension, il s'agira de déterminer si et dans quelle mesure les acteurs locaux et nationaux s'approprient ce socle dans leurs négociations.

4. Les acteurs collectifs : crise ou renouveau ?

4.1 Syndicalisme et jeunes en comparaison internationale

(M. Kahmann) - en cours de valorisation

La perte des vocations représentatives parmi les salariés et en particulier parmi les plus jeunes est un sujet d'importance majeure pour la démocratie sociale et les organisations syndicales en particulier. Un projet coordonné par Lowell Turner (*Cornell University*) et Maite Tapia (*Michigan State University*), entamé fin 2014, vise à identifier et à comprendre les processus complexes et variés d'intégration des jeunes (salariés) dans les syndicats à l'aide d'une comparaison entre cinq pays (Royaume-Uni, Pays Bas, Allemagne, France, Etats-Unis). Sur la base de plusieurs études de meilleures pratiques (*best practice*) dans chaque pays sont identifiées les conditions pour faciliter l'inclusion ainsi que la participation et la prise de responsabilité des jeunes dans des syndicats ou d'autres organisations de soutien ouvrier. Ce projet d'une durée de trois ans est entré en phase finale en 2017. L'équipe de recherche française est constituée de S. Béroud (Université Lyon II), C. Dupuy (Université de Rennes), K. Yon (Université de Lille).

L'année 2017 a été dédiée à la finalisation des études de cas et à la discussion des résultats au sein de l'équipe de recherche internationale lors d'un meeting à Amsterdam en mai 2017. A cette occasion, quatre thématiques ont été identifiées autour desquelles les chercheurs des différentes équipes nationales se sont regroupés. Chacun de ces groupes prépare actuellement un article comparatif qui paraitra en 2018 dans un numéro spécial dédié à la syndicalisation des jeunes de la revue américaine de sociologie *Work and*

Occupations. Marcus Kahmann coauteur (avec A. Hodder, Université de Birmingham ; G. Fullin, Université de Milan ; S. Sapre, Université de Cornell) d'une contribution qui analyse la tension entre autonomie et contrôle dans les rapports des jeunes travailleurs à leur organisation syndicale de référence.

4.2 Syndicalisme et jeunes « non-qualifiés »

(M. Kahmann) - en cours de valorisation

L'équipe de recherche associée au projet de l'Université de Cornell a été aussi à l'origine d'une réponse à une proposition de l'Agence d'objectifs IRES-CGT sur la syndicalisation des jeunes non-qualifiés. Ce projet a débuté en janvier 2016 et a duré 18 mois. Le rapport de recherche a été remis en septembre 2017.

En appliquant une définition large des non-qualifiés (acceptation au-delà du diplôme et de la qualification) et de l'engagement syndical (au-delà du militantisme classique), cette recherche a pour ambition d'identifier et de comprendre les trajectoires d'engagement des jeunes et les réponses organisationnelles en leur direction. Elle comporte deux volets méthodologiques. Le premier est statistique et procède à une photographie de la situation des jeunes non-qualifiés sur le marché du travail à partir des données INSEE. Ensuite, il identifie à travers l'exploitation de deux bases de données (REPONSE ; Enquête Conditions de Travail) les relations entre jeunes et engagement syndical. Ce travail a été réalisé par Fanny Chartier en tant qu'assistante de recherche à l'IRES. Les résultats de son travail seront publiés comme Document du travail IRES ainsi que sur le site IRES dans la nouvelle publication Eclairages. Le deuxième volet de cette recherche est qualitatif et comprend l'essentiel du travail monographique réalisé à l'origine dans le cadre du projet Cornell. Les terrains d'enquête ont été choisis en fonction d'une logique de variation d'échelles d'observation (interprofessionnel, branche, transnational, entreprise) et de points d'entrées (individus, structures collectives) afin de capter la multitude d'enjeux liés à l'entrée, au maintien, et à la sortie d'engagement des jeunes.

Dans le cadre de ce dispositif, Marcus Kahmann a investi trois terrains d'enquête. Les deux premiers ont été finalisés en 2016 (comparaison des politiques confédérales en direction des jeunes ; comparaison des modalités d'engagement représentatif dans l'entreprise de deux sections syndicales CFDT). La troisième enquête a porté sur un

mouvement de 200 jeunes travailleurs intérimaires sans papiers dans les Yvelines. Il a abouti à une occupation de deux mois de trois agences d'intérim au cours de l'année 2016. Ce travail s'est interrogé sur ce type de mobilisation comme forme d'engagement des jeunes primo-arrivants provenant de l'Afrique de l'Ouest. La monographie montre entre autre l'importance du répertoire d'action de la « grève de sans-papiers », développé pendant les premiers mouvements en 2008/2009 en Ile-de-France, comme moyen relativement efficace pour exploiter la procédure de régularisation par le travail. Cette enquête a permis de mettre à jour les enjeux du point de vue de la CGT participante : outre de faire respecter un accord de branche informel avec le patronat de l'intérim sur le traitement de demandes de régulation émanant de leurs salariés, il s'agit d'identifier et de former un groupe de jeunes militants (non-syndicaux) susceptibles de devenir des syndicalistes.

Le projet AO CGT-IRES a donné lieu à plusieurs manifestations de valorisation cette année. En juillet 2017, l'équipe de recherche a organisé un panel sur la démocratie industrielle et les jeunes à l'occasion de la conférence de l'Association Internationale de Sociologie (RC 10) à Lisbonne. Marcus Kahmann a présenté la monographie sur les jeunes travailleurs sans-papiers. Le même travail a été présenté au congrès de l'Association Française de Sociologie à Amiens. Les résultats des enquêtes portant sur les politiques confédérales et la représentation des jeunes dans l'entreprise ont été discutés avec des syndicalistes CFDT lors d'un stage de l'ISSTO (Université de Rennes) sur la jeunesse et le syndicalisme.

Pour l'année 2018, d'autres actions de valorisation sont programmées. Outre deux contributions dans la série IRES Eclairages et un article dans « Connaissances d'Emploi » du CEE, l'équipe envisage de publier un livre. L'étude de cas, portant sur les politiques confédérales, sera par ailleurs collectivement présentée à l'occasion des Journées Internationales de *Sociologie du Travail* à Paris en juillet 2018.

4.3 Migrations et travail

(M. Kahmann) - valorisé, en cours

Les travaux sur cet axe s'inscrivent dans le prolongement des perspectives de l'année précédente. Premièrement, la thématique des mobilisations des travailleurs migrants a été

poursuivie dans le cadre du contrat de recherche sur le syndicalisme et les jeunes (voir *supra*). Deuxièmement, le rapport des acteurs sociaux allemands à la demande d'asile a été approfondi à partir d'un travail sur les syndicats allemands.

L'année dernière avait été l'occasion de saisir les dynamiques sociales et politiques autour de l'accueil de la vague de demandeurs d'asile la plus importante dans l'histoire de la République Fédérale. Deux articles, parus dans la Chronique Internationale, avaient été dédiés à cette thématique dont un coécrit avec Adelheid Hege portant sur les approches patronales en matière d'intégration. Une version actualisée de ce travail a été présentée fin aout 2017 à la conférence de l'Association européenne de Sociologie à Athènes. Il s'agissait de mettre un coup de projecteur sur l'attitude des organisations syndicales dans le terrain mouvant de l'accueil. Les syndicats ne sont pas seulement des acteurs importants dans l'organisation de la vie économique et sociale allemande. Ils peuvent aussi intervenir directement dans les questions concernant les migrants. La mise en perspective historique des attitudes syndicales suggère une relative continuité des modes d'engagement en faveur des demandeurs d'asile. En effet, l'originalité de la situation allemande réside dans le fait que les organisations syndicales sont l'un des principaux défenseurs du droit d'asile sur le plan national. L'analyse des différents registres d'action syndicale montre que celui des « actions envers le législateur » est le plus significatif tandis que les mobilisations en faveur de l'hospitalité paraissent en retrait. Nous interprétons ce « militantisme à distance » comme l'expression du souci de maintenir la spécificité syndicale dans « l'espace pro-immigrés » (Lilian Mathieu) et de s'immuniser contre certaines questions politiquement contestées à l'intérieur des syndicats.

Dans l'intention de construire un projet comparatif sur les attitudes des acteurs sociaux à l'égard de la nouvelle migration, une première rencontre a eu lieu avec Norbert Fröhler de l'Université de Bamberg et Ingrid Artus de l'Université d'Erlangen dans le but d'obtenir un financement pour ce projet en 2018.

4.4 Stratégies syndicales dans le travail du Care

(C. Nizzoli, C. Vincent avec C. Meilland) – en cours

Le secteur du care (aide à domicile, hébergement des personnes âgées, services de garde d'enfants) est à la fois un secteur en pleine expansion et d'expérimentation de relations

d'emplois atypiques. Secteur de services, très féminisé, il est aussi un secteur où la représentation collective des salariés est particulièrement faible et l'implantation syndicale difficile. Cette recherche, qui a débuté en 2016 par une comparaison avec le Québec, propose une analyse de la représentation collective dans ce secteur en France. Outre les trois chercheures de l'IRES, l'équipe coordonnée par Louise Boivin (Université du Québec en Outaouais) et par Sophie Béroud (Triangle, Université Lyon II).

L'enquête de terrain québécoise s'est déroulée en juillet 2016. Des entretiens ont été menés avec les responsables des fédérations syndicales concernées puis, saisissant l'opportunité d'un mouvement de grève des salariés des résidences pour personnes âgées privées à l'occasion du renouvellement de leurs conventions collectives, des salariés grévistes et des représentants syndicaux ont été rencontrés dans deux de ces résidences. Un article rédigé par Louise Boivin, Catherine Vincent et Sophie Béroud et intitulé « Une grève pionnière de salariées précaires dans les services privés d'hébergement pour personnes âgées au Québec » a été publié début 2017 dans la *Chronique internationale de l'IRES*. Les travaux ont aussi fait l'objet d'une présentation en mars 2017 au colloque « Relations de service et intersectionnalité » organisé par les RT 24 et 25 de l'Association française de sociologie.

Le terrain français (Ile-de-France et Bouches-du-Rhône) a été commencé au premier semestre 2017. Plusieurs entretiens tant au niveau du personnel soignant et non soignant des EHPAD que des organisations syndicales (délégués du personnel, secrétaires fédéraux, militants syndicaux etc.) ont été réalisés. Le terrain devrait être poursuivi en 2018 dans les deux régions. Une comparaison des deux terrains nationaux sera par ailleurs collectivement présentée à l'occasion des Journées Internationales de *Sociologie du Travail* à Paris en juillet 2018.

4.5 Revitalisation des stratégies syndicales

(C. Nizzoli) – en cours et projet

Cristina Nizzoli coordonne un numéro spécial de la *Chronique Internationale de l'IRES* [à paraître, 2018]. En s'appuyant sur le cas de 9 pays (Royaume-Uni, Etats-Unis, Espagne, Italie, Allemagne, Autriche, Brésil, Suède et Belgique), ce numéro traite de la question du renouveau du syndicalisme. Cette thématique est au cœur de son travail de

recherche puisqu'elle s'y était déjà intéressée lors de sa thèse sur le syndicalisme CGT et CGIL dans le secteur du nettoyage à Marseille et à Bologne (Cristina Nizzoli, « *C'est du propre ! Syndicalisme et travailleurs "du bas de l'échelle"* » 2015, PUF).

En 2018, Cristina Nizzoli souhaite prolonger ses réflexions sur la revitalisation des stratégies syndicales notamment à travers son engagement dans le projet collectif sur les « Stratégies syndicales dans le travail du care ».

5. Divers

Catherine Vincent participe au bureau du réseau thématique « relations professionnelles » (RT18) de l'Association française de sociologie ainsi qu'à celui du comité de recherche « *Syndicalisme et relations* professionnelles » (CR 25) de l'Association internationale des sociologues de langue française. Cristina Nizzoli a également intégré le bureau du RT 18.

Publications

Contributions à des ouvrages collectifs

Freyssinet J. (2017), « Social dialogue in the shadow of the State in France », chapitre 4, p.107-130 *in* Guardiancich I., Molina O. (Ed.), *Talking through the crisis. Social dialogue and industrial relations trends in selected EU countries*, Geneva, International Labour Office (Version française: *Le dialogue social en France 2008-2015*, Turin, Centre international de formation de l'OIT, 2016)

Pernot J-M. (2017), « France's trade unions in the aftermath of the crisis », in Lehndorff S., Dribbusch H., Schulten T. (eds), *Rough Waters. European Trade Unions in a Time of Crises*, Bruxelles: ETUI.

Rehfeldt U. (2018) « Die deutschen und französischen Arbeitsbeziehungen im Wandel: Von der Divergenz der Modelle zur Konvergenz ? », in Rampeltshammer L. (ed.), *Staat, Wirtschaft und Arbeitsbeziehungen in Deutschland und Frankreich*, Sarrebruck, à paraître.

Rehfeldt U. (2018), « Workers' participation at plant level – France », in: Berger S., Pries L., Wannöfel M. (eds), *The Palgrave International Handbook of Workers' Participation,* Basingstoke: Palgrave Macmillan, à paraître.

Rehfeldt U. (2018), « La participation des salariés à la gestion : dimensions théoriques, historiques et comparatives », in : Groux, G. (coord.), *La démocratie sociale*, Paris : Presses de Sciences Po 2018, à paraître.

Rehfeldt U., Vincent C. (2017), « The decentralisation of collective bargaining in France: an escalating process », in Leonardi S., Pedersini R. (eds.), *Multi-employer Bargaining under Pressure. Decentralisation trends in five European Countries*, Bruxelles: ETUI, à paraître

Articles

Freyssinet J. (2017), « La montée de l'exigence d'évaluation dans le champ des politiques paritaires : une mise en perspective historique », *Education Permanente*, Hors-Série, 2017, p.13-26.

Rehfeldt U. (2017), « Die Arbeitsrechtsreformen Macrons », *Mitbestimmung*, N° 6, décembre.

Rehfeldt U. (2018), « Industrial Relations in France: From the underdevelopment of collective bargaining to the failure of neocorporatist concertation », *Employee Relations*, special issue « Industrial Relations in the 21st century Europe », à paraître.

Rapports de recherche et autres documents de travail

Freyssinet J. (2017), « Le dialogue social : nouveaux enjeux, nouveaux *défis* »*,* Document de travail, Bureau international du travail, Département de la gouvernance et du tripartisme, Genève, 2017.

Freyssinet J. (2017), « La genèse des ordonnances portant réforme du Code du travail », *Document de travail IRES,* n° 02.2017, octobre.

Béroud S., Dupuy C., Kahmann M., Yon K. (2018), « *Jeunes et mouvement syndical. Trajectoires d'engagement et stratégies organisationnelles »*. Rapport de Recherche pour la CGT. Noisy-le Grand : IRES.

Rehfeldt U. (2017) « IFAs and EFAs: quantitative survey » in: Zito M., Cirioni M. , Stanzani C. (eds), Implementation of Transnational Agreements in Multinational Companies. From the International legal framework to the empirical analysis of IFAs study cases, Rome: Sindnova.

Groupe « Travail et sécurisation des parcours professionnels »

Chercheure : Solveig Grimault
Chercheur.e.s associé.e.s : Anne Fretel, Odile Join-Lambert, Yves Lochard

Les travaux se sont poursuivis sur les principaux champs investis par le groupe, depuis plusieurs années maintenant. Les recherches sur le travail et le syndicalisme dans le secteur public, engagées de longue date, ont donné lieu à plusieurs publications courant 2017. L'une d'entre elles s'interroge en particulier sur la place respective du travail et du statut (public ou privé) pour comprendre l'évolution du service rendu au public, à partir du cas du travail dans les musées en France et en Grande Bretagne.

Les autres thématiques restent au cœur des investissements et des perspectives de travail du groupe. Les travaux sur le fonctionnement des dispositifs d'accompagnement et d'insertion, ou encore sur les différentes formes d'intermédiation en matière d'accès à l'emploi ou à la formation, accordent une attention croissante à la question des « situations », et à la façon dont celles-ci constituent, ou non, et à des degrés divers, « l'objet » même de ce qu'il s'agit au fond « d'accompagner ». Cette focale paraît en effet constituer un bon lecteur des « conditions d'efficacité » des dispositifs et des pratiques professionnelles développées dans ces différents champs, et des inflexions dont certaines pratiques sont porteuses. Accorder une attention à une « situation » dans son ensemble, pour ajuster un accompagnement non pas aux seules « caractéristiques » d'une personne mais à la « situation » dans laquelle elle se trouve, en lien avec d'autres acteurs (un environnement, fait d'employeurs potentiels notamment), peut par exemple conduire à investir différemment « la relation à l'entreprise » : comment les pratiques des conseillers se distinguent-elles de ce point de vue, et comment mieux les qualifier selon qu'elles investissent, ou non, cette dimension , dans quelle mesure et selon quelles modalités ? Dans un champ voisin, celui de l'accompagnement des mutations économiques, comment analyser les bénéfices qui semblent découler de dispositifs associant fréquemment actions de formation destinées aux personnes (en poste ou en recherche d'emploi) et actions d'accompagnement (RH par exemple) adressées aux employeurs ? Ces bénéfices ne proviennent-ils pas de la capacité qu'acquièrent ces dispositifs à accompagner des « situations » et toutes leurs parties prenantes, et à construire ainsi des modalités de sécurisation des parcours des personnes plus ajustées et engageant *effectivement* les deux

parties de la relation d'emploi (en cours ou à construire) ? Ces interrogations ont été au centre de travaux réalisés dans l'année, qui ont vocation à se poursuivre. Enfin, sur un autre registre, comment prendre en compte et apprécier l'apport de situations de travail apprenantes dans les trajectoires professionnelles de publics notamment peu qualifiés ? Ce dernier point fait l'objet d'un travail qui démarre, visant à explorer l'importance, pour la construction de parcours d'insertion, de la *qualité des situations de travail* qui jalonnent ces parcours.

1. Accompagnement et sécurisation des parcours professionnels

1.1. L'évaluation de l'accompagnement dans les politiques d'emploi : stratégies et pratiques probantes

(A. Fretel, S. Grimault) – en cours

Le terme « d'accompagnement » est largement mobilisé dans les dispositifs de la politique d'emploi sans que l'on puisse toujours saisir ce que recouvre clairement cette notion. S'il semble se dégager le plus souvent un consensus pour considérer que tel ou tel dispositif d'accompagnement est « efficace » – ou non – (c'est-à-dire qu'il améliore – ou non – le retour à l'emploi des personnes qui en bénéficient), les évaluations quantitatives disponibles ne permettent pas d'entrer dans la « boîte noire » de l'accompagnement et de caractériser précisément les modalités d'accompagnement qui font système, les enchaînements et les configurations qui « marchent » ou « ne marchent pas », ni de repérer et *a fortiori* d'imputer, finalement, les effets qui opèrent dans le fonctionnement concret des dispositifs.

Entrer dans la « boîte noire » de l'accompagnement conduit, par exemple, à s'intéresser aux « effets de sécurisation » que celui-ci peut, ou non, et dans certaines conditions, parvenir à construire pour et avec les personnes qui en bénéficient. Parmi ces conditions, figure sans doute la capacité de l'accompagnement à viser, à s'adresser et à « travailler avec » les *situations*, dans toutes leurs composantes, tant du point de vue de leurs parties prenantes que des processus de développements dont elles peuvent être potentiellement porteuses et qu'il s'agit précisément de soutenir et de sécuriser, au bénéfice de la personne et de son projet – que celui-ci soit déjà formalisé ou qu'il s'élabore en marchant –, *avec* son environnement. C'est l'une des perspectives ouvertes par le travail réalisé en 2016 à l'occasion d'une audition au COE, qui capitalisait lui-même plusieurs années d'investissement et une série d'enquêtes sur des dispositifs et pratiques

d'accompagnement en matière d'insertion ou d'accès à l'emploi. Cette orientation, qui s'affirme progressivement, devrait se concrétiser par un projet d'article pour l'année à venir.

1.2. Dispositifs d'insertion des peu qualifiés et politiques d'emploi : la qualité des situations de travail comme levier pour la construction d'un parcours d'insertion

(A. Fretel, avec O. Baguelin[1]) – en cours

Dans nombre de politiques d'emploi, *formations en alternance*[2] et *apprentissage* représentent deux formes institutionnalisées de leviers visant à sécuriser les parcours professionnels de publics peu qualifiés en mobilisant une immersion dans un milieu professionnel. Cette attention portée au contexte de travail et au potentiel formateur d'une bonne situation de travail a irrigué la politique de contrats aidés de ces dernières années ou des dispositifs comme le Contrat de sécurisation professionnel (CSP), les Emplois d'avenir ou encore la Garantie jeunes.

Une conviction commence à s'affirmer au sein de la politique d'emploi conduisant à penser autrement l'« employabilité », non plus comme une composante individuelle mais comme la résultante de plusieurs ingrédients : l'équipement des milieux de travail, l'équipement du marché de l'emploi et l'équipement des individus[3]. Les évaluations disponibles renforcent cette conviction. La simple mobilisation d'un contrat aidé est loin de garantir la réalisation d'une trajectoire d'insertion. La qualité de l'emploi joue : une durée de travail à temps plein ainsi qu'un contrat de plus d'un an jouent positivement sur la probabilité de s'insérer à l'issue d'un contrat aidé[4]. La qualité des situations de travail est un facteur clef dans la construction d'un parcours d'insertion. De ce point de vue, toutes les situations de travail ne se valent pas. Les travaux du Céreq et les enquêtes menées sur la formation professionnelle ont par ailleurs mis en évidence qu'un nombre non négligeable d'entreprises avaient recours à d'autres formes de formation que des formations formalisées au sens classique du terme (type cours ou stage) telles que des

1 Olivier Baguelin est maître de conférences en économie à l'Université d'Evry-EPEE.
2 Formation en alternance est comprise ici dans un sens très étendu soulignant le rôle positif accordé à la formation et à l'accès à l'emploi pour favoriser l'insertion. En ce sens la formation en alternance comprend dans notre optique yc les emplois aidés.
3 Voir notamment Anact-DGEFP (2013), Conditions de travail et efficacité des contrats aidés dans le secteur non-marchand, Rapport de synthèse, octobre
4 Dares (2013), « Devenir à six mois et accompagnement des personnes sorties d contrats aidés en 2011 », Dares analyses, novembre, n°71

formations en situation de travail (FEST) (64% des entreprises), une rotation sur les postes de travail (23%), des visites d'étude ou des cercles d'apprentissage (9%)[5]. Ces résultats plaident pour un réexamen du fondement des politiques de d'emploi misant sur des formations alternantes. Une piste de travail en ce sens consiste à rechercher dans la *qualité des situations de travail* – entendues comme postes propices à une expérience formatrice – un levier possible pour favoriser les trajectoires professionnelles de publics notamment peu qualifiés.

Notre hypothèse de travail est donc la suivante : une situation de travail apprenante, c'est-à-dire expérientielle, favorise les trajectoires professionnelles de publics notamment peu qualifiés. Cette hypothèse sera testée à travers l'exploitation de l'enquête DEFIS du Cereq en proposant une typologie de l'intensité apprenante des situations de travail dans le prolongement des premiers travaux de Fournier et al. (2017)[6]. En effet l'enquête Defis est assez riche pour caractériser l'environnement économique de l'entreprises, son environnement « relationnel » (les acteurs qui l'accompagnement ou non - intermédiaire type OPCA, Pôle emploi, réseaux professionnels -) et qualifier en croisant questionnaires « salariés » et « entreprises » les configurations de travail et de formation auxquelles ont accès les salariés.

La construction de cette typologie et les premiers résultats sur le lien possible entre qualité de la situation de travail et stabilisation de la trajectoire professionnelle feront l'objet d'une communication en colloque au cours de l'année 2018.

2. Les « équipements » institutionnels et territorialisés du marché du travail

(A. Fretel, S. Grimault) – en cours

2.1. Qu'est-ce que l'intermédiation ?

(A. Fretel) – en cours

Les travaux du groupe se poursuivent pour mieux saisir les pratiques d'intermédiation. Il s'agit de réussir à mieux qualifier ces pratiques pour en montrer toute la variété (placement, médiation, insertion …), mais aussi de mieux saisir certains « angles mort »

5 Cereq (2016), « Le dispositif d'enquêtes Defis : un nouveau regard sur la formation en entreprise. Tableaux complémentaires et résultats d'analyses économétriques », Bref, n°344, mars

6 Fournier C., Lambert M. et Marion-Vernoux I. (2017), « Le travail au cœur des apprentissages en entreprise », Céreq Bref, n°353, avril.

des pratiques des conseillers, dans leur façon notamment d'investir « la relation à l'entreprise ».

- Ces travaux se nourrissent d'interventions régulières auprès d'acteurs de l'insertion. Ils donneront lieu à la rédaction d'un article visant à synthétiser l'ensemble des matériaux collectés depuis plusieurs années :
- Intervention à Charleroi au sein de la MIREC auprès de Conseillers du SPE belge, le 8 février 2017 « Accompagnement et intermédiation : pluralité des formes d'interventions » - Anne Fretel.
- les cinquièmes rencontres de l'association Kelvoa, le 12 octobre 2017 « Politiques d'emploi et enjeux autour de la notion d'accompagnement », Anne Fretel.
- Intervention dans le cadre de journée de formation portée par la missions conseil et l'accompagnement des Opacif en partenariat avec le FPSPP le 6 décembre 2017 « Recrutement des entreprises : un point de départ pour repenser la notion d'accompagnement », Anne Fretel.

2.2. Les ressources du territoire pour la sécurisation des parcours professionnels (S. Grimault) – en cours

Une intervention à la 6ème rencontre thématique de la plateforme EPALE pour l'éducation des adultes en Europe (Agence Erasmus + France), dédiée en novembre 2017 à « la dimension territoriale des dispositifs de formation et à la coopération sur les territoires », a été l'occasion d'engager une réflexion sur les liens qui peuvent s'établir entre la façon dont un territoire est pensé – comme environnement *vs* comme contexte, par exemple, pour reprendre une distinction proposée par Joëlle Zask – et les modalités et initiatives concrètes dédiées à la sécurisation des parcours professionnels qui parviennent – ou non, ou à des degrés divers – à s'y déployer. Partant du constat qu'il existe diverses formes de territorialisation des politiques d'emploi et de formation professionnelle, faisant plus ou moins droit aux projets émanant directement des territoires, l'intervention a porté l'attention sur la façon dont celles-ci peuvent favoriser *diversement* – et, en pratique, plus ou moins – la capacité des territoires à s'équiper et à construire – à même les initiatives et expérimentations locales – les ressources qui leur sont nécessaires pour soutenir, « dans un même mouvement » : le développement des compétences, l'expression de besoins

précis en la matière, l'accompagnement et à la sécurisation effective des parcours des personnes à partir de la situation de chacun, le maintien ou le développement de l'activité économique.

2.3. Accompagnement des mutations économiques et revitalisation des territoires (S. Grimault) – en cours

2.3.1 Appui à la conception d'un séminaire du FPSPP sur l'accompagnement des mutations économiques

Solveig Grimault a accompagné la conception et contribué à l'organisation d'un séminaire de travail du Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP), dédié à une réflexion collective sur les conditions d'efficacité d'un accompagnement des mutations économiques prévoyant, notamment : la conception et le financement de formations empruntant des modalités pédagogiques variées et conçues comme un moyen de sécurisation pour les salariés d'entreprises traversant des situations de mutation ; la combinaison de ces actions de formation avec d'autres composantes d'une offre plus globale (appui-conseil des Direccte, etc.), financées et mobilisées dans le cadre de partenariats, et s'adressant notamment aux entreprises et particulièrement aux plus petites d'entre elles et/ou en position de sous-traitants. La journée, qui mobilise notamment plusieurs OPCA porteurs des projets « Mutations économiques » financés par le FPSPP, ainsi que des partenaires ou bénéficiaires des actions mises en œuvre, est conçue comme un temps de valorisation et d'échanges collectifs sur les différents facteurs favorisant l'accompagnement des mutations économiques et la sécurisation des parcours professionnels des salariés qui y sont confrontés sur les territoires. La conception des différentes séquences du séminaire repose sur une analyse préalable de 24 projets achevés, à partir des documents fournis par les OPCA (dossiers de demande de financement, bilans qualitatifs et quantitatifs des projets), ainsi que d'une enquête conduite auprès des 8 OPCA porteurs des projets sélectionnés pour alimenter la journée. A l'issue du séminaire, qui s'est tenu le 20 décembre 2017, un document sera formalisé présentant, à partir du travail initial sur les projets, de l'enquête auprès des OPCA et des débats et apports du séminaire, les critères de réussite des projets « Mutations économiques » du FPSPP et les éléments qui les soutiennent.

2.3.2 Les activités et médiations utiles à la revitalisation de territoires

Momentanément interrompu, le travail sur la revitalisation des territoires va être réengagé, afin de finaliser le document de travail en cours de rédaction. Il s'agit en particulier d'établir une carte des différents types d'actions de revitalisation identifiés lors de l'enquête, récemment complétés de quelques nouveaux cas faisant l'objet d'investigations. Cette représentation cartographique a notamment pour objectif de rendre visibles les activités concrètes, les ressources et les médiations utiles à la mise en œuvre des actions de revitalisation, selon que celles-ci viennent d'abord soutenir ou accompagner, pour les entreprises et structures qui en bénéficient : un projet de recrutement d'ores et déjà identifié, un projet de développement de l'activité voire un travail sur l'agencement productif susceptibles de se traduire *ensuite* par des créations d'emploi. Selon les cas, la nature du soutien et des ressources nécessaires diffère, tous comme les opérateurs susceptibles d'en assurer l'accès à ceux qui en ont besoin.

2.4. Les réformes du marché du travail

(A. Fretel) – en cours

Dans le prolongement des travaux de l'an dernier, les travaux produits sur l'analyse des débats portant sur « les réformes du marché du travail » ont été valorisés[7].

Cela a donné lieu à une journée d'intervention ISST/Ires en mai 2017.

Par ailleurs, A. Fretel est intervenue lors des 50 ans de l'AJIS (Journalistes d'information sociale) pour présenter un panorama de « 40 ans de réformes du marché du travail ».

3. Travail, emploi et syndicalisme dans le secteur public

3.1. Organisations syndicales du secteur public

(O. Join-Lambert) – achevé

Odile Join-Lambert, Arnaud Mias et Michel Pigenet ont coordonné, en 2016, un numéro spécial de la revue *Sociologie du travail* sur le syndicalisme face aux transformations du secteur public. Ce numéro est paru en début d'année 2017.

7 Fretel A., 2016, « La réforme du droit du travail : le nouvel impératif économique », Editorial du numéro 2016/1 de la Revue française de socio-économie, p. 5-18
Fretel A., 2017, « Réformes du marché du travail : que disent les « exemples » étrangers ? », introduction au dossier spécial de la Chronique internationale, n°155.

3.2. Travail et emploi dans le secteur public

(O. Join-Lambert) – en cours

Odile Join-Lambert a achevé un ouvrage tiré de son mémoire inédit d'HDR. L'ouvrage s'interroge sur l'évolution de la place du public dans le travail des agents des services publics, en lien avec le type d'organisation étatique (centralisé ou décentralisé), l'organisation du travail (classement des postes à l'intérieur de corps dans le secteur public ou classement des individus au sein des grilles de classification dans le secteur privé) et le statut public ou privé de l'emploi (statut de fonctionnaire ou agent contractuel de droit privé). Autrement dit, le service des publics est-il distinct sous statut privé ou statut public ? L'examen conjoint du cas du travail dans les musées en France et en Grande-Bretagne au XXe siècle, en apparence fortement contrastés, permet d'éclairer cette question. S'adresser à tous les publics, accueillir et accompagner les visiteurs est réalisé entre 1946 et 1981 par des agents sous statut en France et sous contrat en Grande Bretagne. Le livre montre que la différence entre les deux pays dans le service rendu aux publics se situe moins dans le statut public ou privé de l'emploi des personnels que dans le travail.

4. Etudes qualitatives

(S. Grimault, avec L. Duclos[8]) – en cours

La question des « études qualitatives », des enquêtes de terrain ou encore de la « pensée par cas » connaît un regain d'attention dans la sphère académique et, dans une certaine mesure, dans le champ de l'évaluation des politiques publiques. Un certain nombre d'initiatives et de journées d'études en témoignent, ainsi que certains principes méthodologiques promus en matière d'évaluation de l'action publique, au plan européen surtout (theory-based evaluation *vs* evidence-based practice) et dont la littérature académique anglo-saxonne se fait de longue date l'écho. En lien avec ces controverses, et avec l'évolution de la commande publique d'évaluation, la réflexion est notamment orientée vers les apports et les fondements des travaux « qualitatifs » pour l'évaluation des dispositifs et des politiques publics.

8 Laurent Duclos est chercheur rattaché au laboratoire des Institutions et Dynamiques Historiques de l'Économie et de la Société (IDHES) – UMR CNRS 8533, École normale supérieure Paris-Saclay.

5. Divers

5.1. Participation au comité scientifique de la Garantie jeunes

(A. Fretel) – achevé

Anne Fretel est membre du conseil scientifique de la Garantie jeunes sous la présidence de Jérôme Gautié dont les travaux se sont achevés le septembre 2017. La Garantie jeunes, généralisée par la loi El Khomri, est un dispositif d'accompagnement ouvert aux jeunes de 16 à 25 ans très précaires qui, en théorie, fait de la mise en situation professionnelle le cœur de la stratégie d'accompagnement proposée. Le parcours du jeune est en outre sécurisé financièrement par le versement d'une allocation. Le rapport intermédiaire, croisant démarches quantitative et qualitative met en avant trois principaux résultats : 1/ la Garantie jeunes a atteint sa cible : le dispositif bénéfice bien aux jeunes en grande précarité ; 2/ Le dispositif semble avoir un effet bénéfique sur le retour à l'emploi, notamment le retour à l'emploi durable ; 3/ La mise en œuvre du dispositif a suscité une mobilisation importante de la part des missions locales et un changement des pratiques professionnelles, ce qui a pu susciter certaines difficultés. Le déploiement du dispositif supposera d'être mieux accompagné (tant au niveau national qu'au niveau organisationnel). Ces résultats devront être confirmés dans les mois à venir.

5.2. Membre du conseil scientifique de l'association Transfer

(A. Fretel et S. Grimault) – en cours

L'association Transfer, fondée au début des années 80 a mis en œuvre la méthode IOD (Intervention sur l'offre et la demande). Partant de l'hypothèse que « nul n'est inemployable », l'objectif de la méthode est de renverser les cadres classiques de l'accompagnement vers l'emploi en faisant de l'accès à l'emploi le préalable de toute action et en considérant que la prestation d'accompagnement opérante à mettre en place vise autant le demandeur d'emploi que l'entreprise. L'association Transfer a souhaité faire appel à des experts de différents champs des sciences sociales afin de l'équiper dans la réflexion et bénéficier de nouveaux travaux d'évaluation.

La participation à ce conseil scientifique sera donc l'occasion pour les membres du groupe travail de poursuivre sa réflexion sur les « pratiques probantes » en matière d'accompagnement (cf. 1).

5.3. Mission d'expert auprès de la commission « Evaluation » du CNEFOP

(S. Grimault) – en cours

Plusieurs séances de la commission « Evaluation » du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles ont été programmées en 2017, dans le cadre de la mission d'expertise et d'appui aux travaux du Conseil. Elles ont porté sur des thématiques variées (contrats aidés et conditions susceptibles d'en faire des outils insérant ; apprentissage et alternance ; décrochage et non recours aux Missions locales ; pratiques de recrutement des entreprises et sélectivité des marchés du travail). Chaque séance a fait l'objet d'une note programmatique[9] présentant la problématique de la séance, en lien avec les préoccupations du Conseil, et les principaux points développés par chacun des intervenants.

Publications

Articles

Duclos L., Fretel A., Gonnet A., Lima L. (2017), « Croyances et représentations relatives au fonctionnement du marché du travail », Introduction au dossier spécial *Socio-économie du travail. 2017. n° 2*, à paraître.

Join-Lambert O., « Trois angles morts des recherches sur les fonctionnaires au travail. Retour historien sur l'enquête de Michel Crozier aux PTT », *Revue française de sciences politiques (*en lecture).

Ouvrage de recherche

Join-Lambert O., Travailler avec ou sans service public. Les musées France-Grande-Bretagne au XXe siècle, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, à paraître en mars 2018.

Direction de numéro de revue

Join-Lambert O.**, «** Introduction. Marges de l'emploi et protection sociale. Une analyse sociohistorique », *Travail et emploi,* n° 149, janvier-mars 2017 (coord. avec Mathieu Grégoire), p. 5-16.

Join-Lambert O., « Introduction. Les syndicats face aux transformations du secteur public, *Sociologie du travail,* vol. 59, n° 1, janvier-mars 2017 (avec Arnaud Mias et Michel Pigenet)

9 « Les contrats aidés : quelles conditions réunir pour faire que ces outils centraux de la politique de l'emploi soient des outils mieux apprenant et insérant. », Note de présentation de la séance du 5 janvier 2017 ; « L'apprentissage », Note de présentation de la séance du 21 mars 2017 ; « Le décrochage et le non-recours », Note de présentation de la séance du 11 mai 2017 ; « Pratiques de recrutement des entreprises et lien à la formation », Note de présentation de la séance du 12 octobre 2017.

Contributions à des ouvrages collectifs

Join-Lambert O., « Questions sociales », in Laure Clément-Ruiz, Olivier Pluen, *Politiques publiques* , Manuel de préparation au concours des Instituts régionaux d'administration (IRA), Paris, Editions Ellipses, coll. Objectif fonction publique, à paraître en janvier 2018, 25 pages.

Join-Lambert O., « Les gardiens vus à travers les archives de la direction des Musées de France (1900-1970) », *in* Anne Montjaret, François Mairesse (dir.), *Musées monde, surveiller ou accueillir*, Paris, La documentation française, 2017, p. 185-204.

Join-Lambert O., « 1967. Création de l'Agence nationale pour l'emploi », *Commémorations nationales*, Paris, La Documentation française, 2017, p

Groupe « Revenus »

Chercheur-e-s : Pierre Concialdi, Noélie Delahaie, Antoine Math
Chercheure associée : Jeanne Fagnani
Doctorant : Ilias Naji (UVSQ – EHESS)

Les travaux menés par le groupe « revenus » visent à éclairer les transformations sur la formation et la répartition des revenus. Les trajectoires d'évolutions des rémunérations des salariés et des transferts sociaux ont été fortement modifiées à partir de la Grande récession de 2008-2009, surtout depuis la mise en œuvre de politiques de restrictions budgétaires à partir du début des années 2010 ou encore avec les nouvelles réformes du marché du travail.

Les travaux du groupe « revenus » s'inscrivent traditionnellement autour de trois grands axes, revenus primaires, protection sociale, revenus disponibles et inégalités

Le premier axe porte sur la formation des salaires, la diversification des formes de rémunération et l'épargne salariale. Il s'agit là d'un premier niveau qui conditionne de façon directe la distribution des revenus pour la majorité des salariés, avec des enjeux très concrets en termes de négociation collective. En 2017, les travaux menés s'articulent principalement autour de trois thèmes. Le premier, développé dans le cadre d'une recherche menée avec le réseau européen, TURI (Trade Unions Research Institute), a trait aux stratégies nationales de négociations salariales en période de sortie de crise. Il s'agit en particulier de comprendre comment celles-ci soutiennent (ou non) une « croissance inclusive ». Le deuxième thème porte sur les négociations de compromis durant la crise en France, en particulier dans les entreprises ayant mis en œuvre des ajustements de l'emploi et des salaires. Enfin, l'IRES a poursuivi les travaux sur les enjeux de l'épargne salariale pour les politiques salariales en France.

Le deuxième axe porte sur la protection sociale et, d'une manière plus générale, l'ensemble des transferts sociaux (et fiscaux), en espèces ou en nature. En 2017, plusieurs travaux ont porté sur les politiques familiales ou encore sur les questions de santé. Depuis quelques années et en particulier le numéro spécial de la *Chronique internationale* paru fin 2014 qui portait sur les services publics de santé et d'éducation, plusieurs chantiers sont consacrés aux politiques de santé ou du soin, et en particulier les évolutions touchant au financement ou à la délivrance du soin. L'année 2017 a été l'occasion de faire somme

d'un certain nombre de travaux revisitant la crise ainsi que les politiques d'austérité ou encore les réformes dites « structurelles », au prisme de la santé de la population et des évolutions du secteur de la santé, en particulier pour les travailleurs de ce secteur. Ce travail se traduira par la sortie d'un numéro double de la *Revue de l'IRES*. Un projet, présenté avec des laboratoires universitaires, a été retenu par l'ANR (Agence nationale de la recherche) autour de la question de la construction du marché du risque santé et en particulier des transformations du secteur et des acteurs de la couverture complémentaires santé dans le contexte de sa « généralisation ». Ce projet a été lancé fin 2017.

Un troisième axe s'intéresse aux effets combinés des deux premiers facteurs - formation des revenus primaires et redistribution (protection sociale) - sur la distribution et l'évolution des revenus disponibles des ménages. Dans ce cadre, une attention particulière est portée sur les inégalités et, en 2017, une communication présentée dans le cadre de la *Foundation for International Studies on Social Security* a permis de développer un cadre théorique et méthodologique sur la définition d'un seuil de richesse, cadre ayant permis de premières estimations empiriques. L'IRES a poursuivi en 2017 ses travaux autour des « budgets de référence » ou « revenu minimum décent » pour pouvoir participer effectivement à la vie sociale, dans le cadre d'une recherche pour l'Observatoire nationale de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES). Le projet vise à étendre à des zones rurales la méthode déjà développée pour des villes moyennes en 2013-2015, et à développer une réflexion sur les liens possibles entre les « budgets de référence » et les notions de dépenses contraintes ou de dépenses pré-engagées.

1. Salaires : négociation, épargne salariale et diversification des formes de rémunération

1.1 Salaires négociés en Europe,

(O. Chagny, N. Delahaie et C. Vincent) - en cours et projet (voir groupe Relations professionnelles)

Dans le prolongement du projet CAWIE 2 (« *Collectively Agreed Wages in the New European Economic Governance : Alternatives Views and Perspectives* », voir rapport d'activité 2016), l'IRES, en collaboration avec le réseau TURI, participe à une nouvelle recherche, CAWIE 3 (« *Inclusive growth through wage coordination. Research on the*

economics and politics of wage setting in Europe after Austerity »), financée par la Commission européenne.

Portant sur les liens entre négociations collectives et inégalités salariales dans 10 pays européens, le projet de recherche comporte deux volets : le premier propose trois chapitres analytiques visant à améliorer l'expertise en matière négociation collective, le second comprend des rapports sur les stratégies nationales de négociations salariales en période de sortie de crise. Odile Chagny participe au premier volet avec une contribution sur la coordination salariale en Europe. Noélie Delahaie et Catherine Vincent sont chargées de rédiger un rapport sur le cas de la France. A partir d'entretiens menés auprès des organisations syndicales et patronales, les travaux s'intéressent à la construction des stratégies de négociations salariales et visent à comprendre comment ces dernières soutiennent (ou non), une « croissance inclusive ». Le rapport final sera remis à la Commission européenne en 2018.

Les travaux menés par Noélie Delahaie et Catherine Vincent feront l'objet en 2018 d'une valorisation dans un ouvrage collectif, coordonné par Irene Dingeldey (Université de Bremen, Allemagne), Thorsten Schulten (WSI, Allemagne) et Damian Grimshaw (Université de Manchester, Royaume-Uni) et intitulé « Beyond Minimum Wage Research : Interactions with Collective Bargaining in different sectors and Regions on the World » (Edition Routledge).

1.2 Effets de la crise sur les modes de gestion de l'emploi et des rémunérations des entreprises

(N. Delahaie)- terminé et en projet

Dans le prolongement d'une recherche collective (coordonnée par Coralie Perez et Nadine Thévenot, CES) menée entre 2012 et 2014 dans le cadre d'une réponse à un appel à projet de la DARES portant sur la réalisation de post-enquêtes à l'enquête REPONSE (Relations professionnelles et Négociations d'entreprise) 2010-2011 (voir Rapports d'activité 2015 et 2016), Noélie Delahaie, en collaboration avec Coralie Perez, a poursuivi un travail sur les négociations de concession dans la crise. L'objectif de ce travail est double : il s'agit d'une part d'apprécier le rôle et les marges de manœuvre des instances représentatives du personnel (IRP) dans la mise en œuvre de compromis passés à l'occasion de la crise, et d'autre part de qualifier les concessions échangées du point de

vue de leur caractère plus ou moins réciproque et durable. Au plan méthodologique, deux approches complémentaires sont mobilisées : l'une quantitative, basée sur l'exploitation statistique de l'enquête REPONSE 2010-2011, et l'autre, qualitative, à partir d'enquêtes de terrain menées dans le cadre de post-enquêtes à l'enquête REPONSE auprès de représentants de la direction et du personnel dans une dizaine d'établissements appartenant, pour la plupart, à des groupes du secteur manufacturier. Une publication de ce travail sous la forme d'un document de travail est en cours. Un article sera proposé à publication en en 2018.

1.3 Epargne salariale et salaire

(N. Delahaie) - terminé

En 2017, Noélie Delahaie a poursuivi les travaux de valorisation de la recherche menée avec Richard Duhautois (Centre d'Etudes de l'emploi et du travail-CEET) sur les liens entre épargne salariale et salaires (voir Rapport d'activité 2016). Un article, soumis en 2015 à la revue *British Journal of Industrial Relations,* a été accepté en novembre 2017.

En 2017, le travail de veille sur l'épargne salariale, et plus largement sur les politiques salariales en France, a été poursuivi et a fait l'objet d'une présentation en mars lors d'une session de formation organisée par l'ISST (Bourg-la-Reine) à l'attention de CGT-FO.

1.4 La négociation collective transnationale d'entreprise sur les restructurations

(N. Delahaie, J. Freyssinet, K. Guillas Cavan, M. Kahmann, U. Rehfeldt et C. Vincent) projet (voir groupe Relations professionnelles)

L'IRES, en collaboration avec le Centre Etudes et Prospectives du Groupe Alpha, a répondu en juin 2017 à un appel à projet de la chaire de l'ESCP Europe, « Dialogue social et compétitivité des entreprises ». L'objectif de la recherche est d'étudier la diffusion des normes transnationales et leurs articulations aux négociations collectives d'entreprise. Ce projet piloté par Noélie Delahaie et Kevin Guillas-Cavan durera 18 mois et commencera en janvier 2018.

Cette recherche cherchera notamment à tester l'hypothèse fréquemment avancée par la littérature, d'une influence des acteurs centraux nationaux (délégués syndicaux centraux, comité central d'entreprise et DRH) sur le contenu des accords-cadres dans lesquels ils visent d'une part à inscrire des pratiques nationales déjà établies, et d'autre part à établir

un socle minimal de procédures et de mesures en cas de restructurations. Dans le cadre de cette seconde dimension, il s'agira de déterminer si et dans quelle mesure les acteurs locaux et nationaux s'approprient ce socle dans leurs négociations.

1.5 Journée d'étude sur « le syndicalisme à l'épreuve de l'Europe sociale »

(N. Delahaie, C. Sauviat) - terminé

Noélie Delahaie et Catherine Sauviat ont participé, en collaboration avec Stéphanie Le Cam (Université de Rennes 2, ISSTO) et Pascale Turquet (Université de Rennes 2, ISSTO), à l'organisation d'une journée d'étude sur « le syndicalisme à l'épreuve de l'Europe sociale ». Celle-ci a eu lieu le 16 novembre 2017 à Rennes. Une première session thématique, présidée par Catherine Sauviat, a été consacrée à l'étude de l'acquis communautaire en matière sociale, ses apports et ses limites. Il s'agissait en particulier de dresser un état des lieux du socle social européen dans une perspective historique et d'analyser les processus d'harmonisation à travers les directives « sociales ». La seconde session, présidée par Noélie Delahaie, a questionné l'influence du syndicalisme européen sur cet acquis social. Après avoir analysé les modalités de constitution du syndicalisme européen et le contexte dans lequel se déroule le dialogue social européen, les discussions ont porté sur les difficultés et les obstacles qui empêchent la création d'un réel rapport de force permettant aux acteurs de peser sur l'évolution de l'Union européenne. Tout au long de cette journée, qui a réuni près de 60 participants, les débats ont été nourris d'échanges entre économistes, juristes, sociologues, politologues et experts syndicaux.

2. Protection sociale

2.1 Les évolutions de la protection sociale

(P. Concialdi, J. Fagnani) – terminé, valorisation en cours

Un projet de recherche co-animé par l'association chinoise de sécurité sociale, le BIT et la Friedrich Ebert Stiftung a été engagé en septembre 2016 lors d'une conférence organisée à Pékin. Ce projet s'inscrit dans le cadre des réflexions menées par les pouvoirs publics en Chine autour de la notion de « développement partagé ». Plusieurs thèmes ont été abordés au cours de la conférence, en particulier la façon dont les fruits du développement économique peuvent davantage bénéficier aux populations, ainsi que les voies d'amélioration du système de sécurité sociale afin, d'une part, de le rendre plus

juste et plus durable et, d'autre part, de soutenir la transition économique et le développement. Dans le prolongement de cette recherche, Pierre Concialdi a présenté une communication au 13ème Forum international sur la sécurité sociale qui s'est tenu à Nanjing en septembre 2017. Les communications présentées à cette conférence sont en cours de publication *dans* une édition bilingue, en chinois sous la responsabilité de l'association chinoise de sécurité sociale, et en anglais sous la responsabilité du BIT.

Jeanne Fagnani et Brigitte Lestrade (Professeur à l'Université de Cergy-Pontoise) ont coordonné et rédigé l'introduction du dossier *« Les minima sociaux en Europe* », un dossier de la « *Revue Française des Affaires Sociales* » (RFAS), (Ministère des Solidarités et de la Cohésion sociale) publié en novembre 2017.

Jeanne Fagnani a également coordonné avec Jean-Pierre Dupuis (INSEE) un dossier «*Mise en place et développement de systèmes de protection sociale en Afrique*» pour la « *Revue Française des Affaires Sociales* » (RFAS) et à paraître en 2018.

2.2 Evolution des systèmes de santé

2.2.1 Crise, réformes et santé

(A. Math pour l'IRES, avec des chercheurs extérieurs) – achevé et en cours

A la suite d'une journée d'étude «« Crise économique et santé : un renouvellement de l'évaluation des politiques publiques ? » organisée à la fin 2016 par le laboratoire SEGPOSA (Séminaire de gestion et d'économie politique de la santé), il a été décidé de réaliser en 2017 un numéro spécial de la Revue de l'IRES autour du thème « Crise, réformes et santé ». Ce numéro devrait sortir début 2018.

Antoine Math a présenté le 7 juillet 2017 lors du 7è congrès de l'Association française d'économie politique (AFEP) une communication intitulée « Les effets des politiques d'austérité en Europe sur les dépenses et services publics de santé ». Lors des journées d'automne de la Ligue des droits de l'Homme des 2 et 3 novembre 2017 consacrées à « La santé dans tous ses états », il a également fait une intervention intitulée « Les obstacles à l'accès aux soins et la réforme dite de la 'protection universelle maladie' (PUMA). Quelles conséquences pour les précaires et les étrangers ? »

2.2.2 La construction du marché du risque santé

(A. Math, C. Sauviat et C. Vincent pour l'IRES) – en cours

L'IRES s'est associé à un projet ANR (Association nationale de la recherche) porté par le laboratoire IODE de l'université de Rennes 1 et coordonné par Marion Del Sol, qui a pour thème la construction du marché du risque santé. Après l'échec d'une première proposition (réponse négative de l'ANR en février 2016), une nouvelle pré-proposition totalement revue a été déposée à l'automne 2016 et a reçu une approbation à l'été 2017. La recherche, rassemblant des chercheurs de différentes disciplines (juristes, économistes, sociologues, politistes) propose d'analyser les conséquences de la généralisation de la couverture complémentaire santé obligatoire pour les salariés du secteur privé (ANI du 13 janvier 2013, repris par la loi sur la sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013), tant en termes de renforcement des logiques marchandes et concurrentielles et de reconfiguration/réorganisation de la protection sociale en général et dans le champ de la santé en particulier, que de mutations profondes de l'Etat social, qui devient à la fois prescripteur et incitateur. Le projet se propose de saisir les usages que les acteurs privés (acteurs mutualistes et organisations patronales et syndicales notamment) font des instruments juridiques du marché et leur capacité d'innovation sociale. Le projet porte sur la France mais adopte aussi une démarche de comparaison internationale, avec notamment l'idée de mesurer l'influence de l'Union européenne sur les reconfigurations à l'œuvre au plan national et de développer une comparaison France/États-Unis, compte tenu du rôle clé des organisations syndicales dans la configuration du risque santé dans les deux pays. Il est également prévu une analyse des bases de données (comptes nationaux, comptes de la santé, comptes de la protection sociale…) pour analyser les évolutions du secteur de la santé notamment au regard des phénomènes de marchandisation et de privatisation. Un séminaire de lancement de la recherche, qui va se dérouler sur 3 ans, a lieu fin décembre 2017.

2.3 La problématisation des retraites : interactions entre expertise, débat public et politiques publiques

(I. Naji) – en cours

Ilias Naji réalise son doctorat à l'Ires depuis novembre 2015, sous la direction d'Odile Join-Lambert (Ires/UVSQ) et d'Eve Chiapello (EHESS) et le tutorat scientifique de

Frédéric Lerais (Ires). Il entame sa troisième année en novembre 2017. Son sujet porte sur l'histoire de la sécurité sociale des retraites en France, entre le début des années 1980 et le début des années 2000. Cette période correspond à trois réformes particulièrement importantes : 1983, 1993 et 2003. La question de recherche poursuivie est celle de la construction des réformes des retraites, à partie de l'étude des jeux d'acteurs entre l'Etat et les partenaires sociaux, et des usages de l'expertise par ceux-ci. La deuxième année de thèse a été consacrée à un travail de documentation sur la littérature scientifique des retraites, entre les années 1970 et 2000. Une demi-journée d'étude co-organisée par l'Ires et l'UVSQ a eu lieu en mai 2017. Un tel événement pourra être reconduit à la fin du premier semestre 2018. Un travail de récolte et d'analyse d'archives du Plan et Ministère des affaires sociales, pour la période des années 1970 et 1980, est par ailleurs en cours jusque décembre 2017. Il donnera lieu à la proposition d'un article à la revue de l'Ires en 2018. Au cours de cette année 2018, il est prévu de mener un travail d'archives et d'entretiens, portant sur le début des années 1990 et le début des années 2000. Ce travail donnera également lieu à une valorisation pour la revue de l'Ires.

2.4 Politiques sociales en direction des familles, articulation entre vies professionnelle et familiale, inégalités femmes-hommes, pauvreté des enfants

(J. Fagnani, A. Math) – achevé et en cours

Un suivi est effectué sur les politiques sociales en direction des familles (prestations monétaires, aides à travers la fiscalité, congés pour raisons familiales, services en nature, modes d'accueil des enfants) qui se trouvent à l'intersection des politiques de revenus, d'emploi et de protection sociale. Elles sont étroitement liées à la question des inégalités entre hommes et femmes dans les sphères domestiques et professionnelles.

Dans ce cadre, Jeanne Fagnani est intervenu au cours de l'année 2017 : contribution sur « Politiques d'accueil de la petite enfance : la persistance du 'maternalisme' » lors du colloque « Mixité professionnelle dans les métiers de la petite enfance » organisée par le Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes (Paris, 13 janvier 2017) ; communication « Family home childcare in France and Germany: Explaining differences and similarities » au colloque international EECERA dans le cadre de la session « Family Child Care: Comparative Policies and Policymaking » (Bologne, 30-31 aout 2017) ; participation à une Table ronde aux « Entretiens d'Auxerre 2017 », « Aider

les familles ou les individus ? », organisé par l'EHESS et la ville d'Auxerre (9-11 novembre 2017). Antoine Math est intervenu sur la question des comparaisons internationales des politiques familiales lors d'une audition à la Cour des comptes (1er mars 2017)

Jeanne Fagnani participe également depuis novembre 2017 à une étude comparative (27 pays de l'UE) « *Women's participation in the ICT sector and work-life balance practices at ICT companies* », étude financée par la Commission européenne. Elle contribuera, en particulier à partir de la situation française.

Antoine Math a été nommé fin 2016 personnalité qualifiée au sein de la formation spécialisée dans le champ de la famille du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA). Il collabore également avec le secrétariat général du HCFEA. Cette nouvelle implication est l'occasion de nouveaux investissements sur le champ de la politique familiale.

Antoine Math a présenté plusieurs notes à l'occasion de séances de la formation « famille » du HCFEA. Dans le cadre de travaux du HCFEA sur les congés, il a présenté une note en mars 2017 sur la comparaison européenne des congés destinés aux parents (congés maternité, paternité, parentaux). Cette note a servi de base à un document de travail de l'IRES (n°03.2017, novembre 2017). En novembre 2017, dans le cadre d'un dossier sur pauvreté et famille, il a présenté au HCFEA une note consacrée à une comparaison européenne des divers indicateurs statistiques de pauvreté et leurs évolutions depuis 2008, en s'attachant plus particulièrement aux familles et aux enfants. En décembre, il a présenté une note consacrée aux trajectoires des bénéficiaires du RSA et aux mesures d'accompagnement social et professionnel de ces bénéficiaires, en particulier des parents isolés bénéficiaires du RSA majoré.

3. Formation, distribution et évolution des revenus

(P. Concialdi)– achevé, valorisation et prolongements en cours

3.1 Pauvreté, richesse et inégalités

Pierre Concialdi a présenté une communication au colloque annuel de FISS (*Foundation for International Studies on Social Security*) qui s'est tenu en juin dernier. La communication part du constat que la définition d'un seuil de richesse reste une zone

d'ombre de l'analyse des inégalités alors même que de nombreux travaux ont mis en évidence la forte croissance des inégalités extrêmes dans de nombreux pays. Pour tenter de combler cette lacune, l'analyse propose une définition d'un seuil de richesse qui articule explicitement la définition de ce seuil avec celle d'un niveau de vie minimum décent tel qu'il est défini en France et dans quelques pays à travers les travaux sur les budgets de référence. L'article propose des estimations empiriques de ce seuil de richesse pour trois pays (France, Irlande, Royaume-Uni). Cette communication a fait l'objet d'une publication dans la série des documents de travail de l'IRES. Une version légèrement revue de cet article est en cours de publication dans le *European Journal of Social Security*.

Ce travail se poursuivra en 2018 avec l'exploration des seuils limites (minimum et maximum) d'inégalités reflétant le jugement implicite que la société dans son ensemble porte sur ces inégalités. La démarche méthodologique s'appuie sur la littérature existante sur la mesure des inégalités en mobilisant les propriétés spécifiques de certains indicateurs. Une application empirique de cette méthode est prévue, d'une part, pour estimer des seuils minimum et maximum de revenus concernant chacun des pays de l'Union européenne et, d'autre part, pour évaluer la pertinence des seuils statistiques usuels de pauvreté. Une approche exploratoire est également envisagée pour aborder la question plus globale des inégalités entre pays.

3.2 Budgets de référence pour participer à la vie sociale et revenu minimum décent

(Pierre Concialdi et Antoine Math) – achevé, valorisation et prolongements en cours

L'IRES participe depuis plusieurs années à des travaux sur les « budgets de référence » et autour de la quantification d'un « revenu minimum décent par catégories de ménage ». Des travaux avaient été menés antérieurement entre 2013 et 2015 pour l'ONPES (Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale) et avaient donné lieu à des publications (publication officielle d'un rapport avec le CREDOC au printemps 2015 ayant servi de support au rapport annuel de l'ONPES publié simultanément). L'IRES a réalisé un prolongement en 2016 à travers une comparaison approfondie entre les budgets de référence établis par l'ONPES et les budgets types élaborés de longue date par l'UNAF.

Au cours de l'année 2017, Pierre Concialdi et Antoine Math ont poursuivi le travail engagé sur les budgets de référence dans le cadre d'une nouvelle étude financée par l'ONPES. En association avec le CREDOC, il s'agit d'étendre la construction de budgets de référence à d'autres zones géographiques, en l'occurrence des zones rurales. Dans le cadre de ce projet, la contribution de l'IRES se situe à deux niveaux. Il s'agit, d'une part, d'apporter un appui méthodologique à chaque étape de la recherche visant à établir des budgets de références en zone rurales et, d'autre part, de mobiliser les concepts de « dépenses contraintes » ou de « dépenses pré-engagées » pour analyser et comparer les budgets de référence établis tant dans les « villes moyennes » en 2013-2015 que pour les zones rurales sélectionnées. Le 7 novembre 2017, l'IRES a présenté les premiers éléments en ce qui concerne la question des « dépenses contraintes » devant le Conseil de l'ONPES. La recherche doit se terminer à la fin 2017.

En 2018, à la suite d'un nouvel appel d'offre de l'ONPES, l'IRES participera, toujours avec le CREDOC, à une extension de la construction des budgets de référence à Paris et à l'agglomération parisienne. Les travaux devraient s'achever fin 2018 – début 2019.

Publications

Articles

Concialdi P., « Le coût de la vie dans les politiques publiques : un bref historique », *Réalités familiales*, n°118/119.

Delahaie N., Perez C. (2017), « Ajustements de l'emploi et des salaires : quels compromis en temps de crise ? », *Document de travail du CES*, à paraître.

Delahaie N., Duhautois R. (2017), « Profit-sharing and Wages : An empirical Analysis Using French Data Between 2000 and 2007 », *British journal of industrial relations*, à paraître.

Fagnani J., (2017), « Existe-t-il encore un « modèle nordique » ? Les exemples du Danemark et de la Suède, Les Cahiers français, La Documentation française, pp. 63-68 (également sur http://variances.eu/?p=2400)

Fagnani J., Lestrade B. (Eds.) (2017), Les minima sociaux en Europe, orientations actuelles et nouveaux défis, Avant-propos*, Revue Française des Affaires Sociales*, n°3.

Math A. (2017), « Les effets des politiques d'austérité sur les dépenses et services publics de santé en Europe », *Revue de l'IRES*, à paraître.

Rapports de recherche et documents de travail

Concialdi P., « What does it mean to be rich? Some conceptual and empirical issues », *Documents de travail de l'IRES*, 01/2017.

Math A. (2017), « Panorama des congés destinés aux parents en Europe », *Document de travail* n°03-2017, IRES, novembre 2017.

Groupe « Emploi et système productif »

Chercheures : Odile Chagny, Christèle Meilland, Catherine Sauviat.
Chercheurs associés : Michel Husson, Stéphane Jugnot, Claude Serfati
Doctorant : Axel Magnan (INRA)

En 2017, le groupe « Emploi » a poursuivi ses travaux sur les principales thématiques investies les années précédentes. Comme lors des années précédentes, elles se partagent autour de cinq axes : 1) Les régimes salariaux dans la zone euro ; 2) les mutations de l'emploi, du travail et du système productif (stratégies des groupes industriels, l'emploi et le système productif national ; le conflit de répartition entre actionnaires et salariés) 3) les transformations de l'emploi et du travail liées au numérique (économie collaborative), y compris dans une démarche prospective ; 4) les formes induites de segmentation du marché du travail (emploi des emploi des seniors, emploi des jeunes, discrimination, travailleurs non-permanents) ; 5) Modèles nationaux et crise économique.

Durant cette année, les activités ont porté notamment sur l'analyse de l'impact des chaînes d'approvisionnement mondiales (CAM) sur les systèmes productifs et l'emploi, initiée en 2016 dans le cadre d'un contrat avec l'OIT. Il s'agit d'une comparaison France-Brésil des industries aéronautique et automobile qui prend appui sur l'exploitation de plusieurs bases de données et sur des entretiens monographiques et qui devrait donner lieu en janvier 2018 à la publication d'un rapport final. Un des objectifs de cette recherche est d'analyser les apports et les limites ou les apories de l'analyse académique des CAM et de rendre compte des répercussions en termes d'emploi et d'enjeux pour la négociation collective. Les recherches sur les formes d'emploi atypiques ont redémarré avec l'arrivée fin 2017 d'un nouveau membre du groupe Emploi. En effet, une thèse réalisée via une coopération IRES/INRA, a été commencée autour de la question des recompositions de la diversité des formes d'exercice de l'activité agricole. Outre son travail de veille toujours d'actualité, le réseau Share and Workers a participé à l'animation de groupes de travail en collaboration avec l'IGAS et France Stratégie autour des recommandations du rapport de l'IGAS sur la protection sociale et les plateformes numériques, ainsi qu'à la préparation d'une journée d'étude en collaboration avec l'Institut du Travail d'Aix Marseille Université et Secafi, sur les impacts de la transformation numérique sur le travail et la qualité de vie au travail. Le reste des thèmes étudiés, autour des modèles

nationaux, des populations cibles (jeunes, seniors, étrangers …) ont fait et feront l'objet de publications ou de communications.

1. Régimes salariaux dans la zone euro

1.1 Régimes salariaux et convergences des performances productives dans la zone euro

(Michel Husson), en cours

Michel Husson poursuit son travail de veille sur deux thèmes : d'une part les régimes salariaux et les convergences des performances productives dans la zone euro et d'autre part les effets économiques et sociaux de la crise en Europe. Ces recherches ont donné lieu à plusieurs publications durant l'année 2017.

1.2 Salaires négociés en Europe (Odile Chagny, Noélie Delahaie et Catherine Vincent)

En cours et en projet (voir groupe Relations professionnelles et groupe Revenus)

Dans le prolongement du projet CAWIE 2 (« Collectively Agreed Wages in the New European Economic Governance : Alternatives Views and Perspectives », voir rapport d'activité 2016), l'IRES, en collaboration avec le réseau TURI, participe à une nouvelle recherche, CAWIE 3 (« Inclusive growth trough wage coordination. Research on the economics and politics of wage setting in Europe after Austerity »), financée par la Commission européenne.

Portant sur les liens entre négociations collectives et inégalités salariales dans 10 pays européens, le projet de recherche comporte deux volets : le premier propose trois chapitres analytiques visant à améliorer l'expertise en matière négociation collective, le second comprend des rapports sur les stratégies nationales de négociations salariales en période de sortie de crise. Odile Chagny participe au premier volet avec une contribution sur la coordination salariale en Europe. Noélie Delahaie et Catherine Vincent sont chargées de rédiger un rapport sur le cas de la France. A partir d'entretiens menés auprès des organisations syndicales et patronales, les travaux s'intéressent à la construction des stratégies de négociations salariales et visent à comprendre comment ces dernières soutiennent (ou non), une « croissance inclusive ». Le rapport final sera remis à la Commission européenne en 2018.

S'agissant plus particulièrement des travaux d'Odile Chagny, le contrat CAWIE 3 entamé en 2016 a donné l'occasion de prolonger les travaux sur les régimes salariaux, avec l'idée d'établir un lien (manquant dans les travaux de 2014-2015 mais aussi dans la plupart des travaux de recherche sur le sujet, à l'exception des travaux par exemple d'Alison Johnston) plus clair et explicite avec les régimes de négociation collective. Il s'agit d'une analyse critique des arguments mettant en avant la « supériorité » des régimes de négociation collective décentralisés ou dans lesquels la décentralisation est « organisée » (pour reprendre les termes utilisés par l'OCDE dans le chapitre 4 des Perspectives de l'Emploi de 2017).

Cette nouvelle vague de travaux a des débouchés multiples : révision de la stratégie de l'OCDE pour l'emploi en 2018, tendance à la décentralisation des systèmes de négociation collective dans la plupart des pays européens, y compris en France. Il s'agit aussi de de montrer les limites des approches basées sur la caractérisation des régimes de négociation collective. En particulier ces approches ne prennent pas en compte des enjeux d'externalisation, de recours à la sous-traitance, du recentrage des entreprises sur leur cœur de métier, des stratégies de dumping social, etc. L'ambition de ce nouveau projet est de montrer qu'il n'est pas possible de se déterminer sur la supériorité d'un système de négociation collective sur les autres, mais qu'il s'agit plutôt de déterminer un « menu » à même de s'adapter aux enjeux nationaux/sectoriels propres.

2. Les mutations de l'emploi, du travail et du système productif

2.1 Les stratégies des groupes industriels, l'emploi et le système productif national

(C. Sauviat, C. Serfati, avec K. Guillas Cavan) - en cours

Dans le cadre d'un contrat de recherche passé avec le département de la recherche de l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Ires conduit une étude visant à analyser, dans une perspective de comparaison internationale, l'impact de l'insertion des grands groupes industriels dans les chaines d'approvisionnement mondial (CAM) sur les systèmes productifs et d'emploi de leur pays d'origine et leurs enjeux en termes de politique publique. La comparaison porte sur un pays industrialisé, la France et un pays émergent, le Brésil, et les effets différenciés (ou pas) de cette insertion dans les CAM.

Cette recherche prend appui sur l'analyse de deux secteurs industriels qui, compte tenu de leurs poids dans l'emploi et de leurs interrelations avec les autres secteurs, jouent un rôle majeur dans l'économie des deux pays : l'industrie aéronautique et l'industrie automobile. Elle est menée en collaboration avec une équipe de chercheurs de l'institut d'économie de l'université de Campinas au Brésil (Instituto de Economía de l'UNICAMP)[10]. Un premier rapport d'étape a été rendu à l'OIT fin novembre 2016 (non publié), qui comprend une recension de la littérature académique sur les chaines d'approvisionnement mondial (CAM), puis une analyse en termes d'économie industrielle internationale de la situation de l'industrie aéronautique et de l'automobile dans les deux pays et de leurs impacts sur l'emploi. La seconde étape de la recherche s'est poursuivie tout au long de l'année de 2017. Elle a consisté à approfondir l'analyse en exploitant plusieurs bases de données (WIOD sur le commerce international en valeur ajoutée, Eurostat sur les agrégats des comptes nationaux, etc.) et à développer et reformuler un certain nombre d'hypothèses de travail et d'axes de recherche issus du rapport d'étape. Pour ce faire, l'équipe a procédé à une phase d'entretiens menés en France et au Brésil auprès de responsables publics, d'associations professionnelles de l'automobile et de l'aéronautique, d'entreprise (DRH, et de responsables syndicaux nationaux, européens et internationaux dans les deux secteurs étudiés (tant au niveau des donneurs d'ordre que de leurs fournisseurs)**.** Le rapport final est en voie d'achèvement. Il est attendu pour début janvier 2018 et comporte quatre grandes parties : 1) une partie tirant les apports et les limites ou les apories de l'analyse académique des CAM ; 2) une partie décrivant les grandes évolutions de l'offre et de la demande dans les secteurs de l'aéronautique et de l'automobile en France et au Brésil ; 3) une partie mettant en évidence les trois forces de transformation des CAM (l'externalisation/internationalisation des activités, les ruptures technologiques et l'importance croissante des logiques financières) ; 4) une dernière partie visant à cerner les impacts des transformations des CAM en termes d'emploi et d'enjeux pour la négociation collective.

[10] Marcos Barbieri Fereira, Professeur à l'École de Sciences appliquées (université de Campinas), Celio Hiratuka, Fernado Sarti, Roberto Borgh, professeurs à l'Institut d'économie de l'université de Campinas

2.2 Le conflit de répartition entre actionnaires et salariés

(N. Delahaie, C. Sauviat, C. Serfati) - en projet

Le conflit de répartition entre actionnaires et salariés s'illustre depuis les années 1980 par une déformation du partage de la valeur ajoutée aux dépens de ces derniers. Ce conflit traditionnel se double depuis deux décennies d'un autre type de conflit de répartition, cette fois-ci interne à l'entreprise, marqué par une envolée notable des hauts salaires. L'analyse portera sur les modalités différenciées de l'individualisation des rémunérations selon les catégories de salariés (stock-options pour les uns, épargne salariale pour les autres), leurs effets sur la dispersion de rémunération au sein entreprises et sur la productivité du travail. Ce thème fait l'objet d'une veille analytique et d'échanges de l'équipe avec d'éventuels partenaires, ayant pour objectif de pouvoir formuler une proposition de recherche dans un cadre contractuel.

3. Les transformations du travail liées à l'économie collaborative numérique (réseau « Sharers & Workers »)

(O. Chagny, J. Baudrillard, G. Heintz)

L'initiative de Sharers & Workers revient à l'Ires, au printemps 2015. Odile Chagny assume depuis lors l'essentiel de l'animation, avec l'appui au sein de l'équipe IRES de Julie Baudrillard et Guillaume Heintz (veille) et en coopération avec ASTREES (https://www.sharersandworkers.net/#section-1).

Sharers & Workers est né autour de deux idées :

- les transformations dont l'économie collaborative liée au numérique est porteuse sont amenées à faire évoluer les modèles d'affaires et bousculer les acteurs économiques et sociaux historiques, à renouveler les champs de réflexion et d'action sur les questions du travail, des compétences, des relations de travail et des modalités de collaboration, du partage de la valeur, des formes de représentation, etc. ;
- une méthode féconde pour appréhender l'ampleur de ces transformations consiste à croiser les regards et à mettre en relation des acteurs aux approches pas toujours convergentes, mais tous parties prenantes : syndicalistes, entrepreneurs et experts de l'économie collaborative, experts du monde du numérique, chercheurs, etc.

Sharers & Workers organise et anime des groupes de travail et des événements participatifs, organise une veille collaborative. Plus de 500 personnes se sont réunies dans le cadre des journées Sharers & Workers en 2016. Des prolongements sont en cours en 2017-2018 : groupes de travail autour des recommandations du rapport de l'IGAS, déploiement international avec l'organisation d'une journée en collaboration avec l'ETUC et l'ETUI.

L'initiative s'est voulue d'emblée assez « novatrice » dans les méthodes de travail, avec l'idée que l'ampleur des transformations était telle qu'en comprendre les implications nécessite aussi de développer des approches nouvelles. Par exemple, lors des événements organisés, le principe de « non expert » ou encore de « tous experts » est un principe structurant de travail.

En 2017, les travaux se sont développés dans plusieurs directions :

- L'animation d'un événement et de groupes de travail en collaboration avec l'IGAS et France Stratégie autour des recommandations du rapport de l'IGAS sur la protection sociale et les plateformes numériques ;
- La préparation d'une journée d'étude en collaboration avec l'Institut du Travail d'Aix Marseille Université et Secafi, sur les impacts de la transformation numérique sur le travail et la qualité de vie au travail ;
- La préparation d'un événement européen en collaboration avec l'Institut Syndical Européen et la Confédération Européenne des Syndicats ;
- Des formations syndicales (ISST Rennes, Institut du travail de Paris 1) ;
- Une participation à la FreelanceFair ;
- L'animation et la veille du réseau Sharers & Workers.

En 2018, les travaux de Sharers & Workers prévoient notamment :

- L'organisation d'un événement européen le 23 janvier 2018 (une centaine de participants attendus), autour de la question du dialogue social et de la responsabilité social des plateformes. L'événement est organisé en partenariat avec l'ETUC et l'ETUI, ainsi qu'Astrees.

- La participation à un projet Européen sur la gig économie dans plusieurs pays européens « Don't GIG up! Extending social protection to GIG workers in Europe ». Le projet est coordonné par la Fondation Brodolini. Y participe également Sébastien Dupuch en tant que conseiller technique FO.
- La réalisation d'une étude dans le cadre d'une agence d'objectif pour l'UNSA (en lancement), en collaboration avec ORSEU.
- La poursuite des groupes de travail autour du dialogue social/professionnel et des plateformes (en collaboration avec France Stratégie et Astrees).

4. Les formes induites de segmentation du marché du travail

Dans cette partie, la segmentation concerne aussi bien l'emploi des séniors, des jeunes, des travailleurs non permanents.

4.1 Les dynamiques territoriales, travail et emploi des seniors

(A. Jolivet) – projet

Une recherche a été initiée cette année avec Valérie Zara Meylan (CEET et CRTD - Cnam, GIS CREAPT) sur une convention entre l'Anact et le GIS CReapt concernant l'appui à la valorisation d'un projet engagé en partenariat avec l'Aract, et cofinancé par le FSE. Cette recherche est intitulée « PACT seniors. Pour l'amélioration des conditions de travail des seniors. Maintien dans l'emploi des 55-64 ans ».

Dans le cadre de ce projet, il s'agit d'analyser notamment la façon dont les relations âge travail/emploi santé et expérience s'entremêlent avec des problématiques de secteurs, métiers et territoires, et s'expriment dans les enjeux auxquels sont confrontés les entreprises incluses dans les projets conduits par les Aract. La dimension territoriale des actions engagées par certaines Aract en particulier conduit à proposer de prolonger l'analyse de cette dimension.

Cette dimension a notamment été interrogée lors d'une réunion de travail organisée par le Comité de suivi des retraites, « Emploi des seniors et systèmes de retraite » le 18 mai 2017. Le constat a été celui d'une relative absence des travaux sous cet angle.

Il s'agit d'une part de documenter et d'analyser la trajectoire d'emploi des seniors sur 3 exemples de territoires en prenant un recul de 10 ans et en intégrant des éléments sur les

recompositions sectorielles, le rôle d'acteurs locaux dans le lancement d'initiatives pour favoriser le maintien en emploi des seniors (ou par exemple de limiter l'usure professionnelle), les évolutions et les caractéristiques des activités et de la population active et employée.

Il s'agit d'autre part de travailler une revue de la littérature plus spécifique, à partir des travaux menés à l'IRES et au CEET-Cnam sur la territorialisation des politiques publiques.

4.2 Insertion des jeunes sur le marché du travail

(S. Jugnot) – en cours

Le centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) prépare un ouvrage « grand public » sur l'insertion des jeunes sur le marché du travail à l'issue de leur formation initiale. Son objectif est de valoriser les apports des enquêtes « générations » portant sur les trajectoires scolaires et les premières années dans la vie active des jeunes. Différentes thématiques seront abordées, constituant autant de chapitres de l'ouvrage. La présente contribution, proposée avec Claude Minni (DARES), est finalisée. Elle porte sur le lien entre la situation conjoncturelle et les conditions d'insertion initiale des jeunes.

Il s'agit d'une synthèse de résultats disponibles, avec quelques données actualisées, qui s'appuie notamment sur les travaux de Fondeur Y. et Minni C. (2004, « L'emploi des jeunes au cœur des dynamiques du marché du travail », *Economie et Statistique*, 378-379, Insee), Ananian S. et Calavrezo O. (2012, « Les trajectoires salariales des jeunes entrés sur le marché du travail entre 1995 et 2002 selon leur premier salaire », *Document d'études* n° 170, Dares) et Gaini M., Leduc A. et Vicard A. (2013), « Peut-on parler de générations sacrifiées ? Entrer sur le marché du travail dans une période de mauvaise conjoncture économique », *Economie et Statistique*, n°462-463, Insee).

Ces travaux relativisent les effets d'une insertion des jeunes qui arrivent sur le marché du travail dans une situation de mauvaise conjoncture. Initialement prévue pour fin 2016, la publication de l'ouvrage devrait intervenir au premier trimestre 2018.

Par ailleurs il est envisagé pour l'année 2018 un ou deux « éclairages » sur 1) les dessous du sur-chômage des jeunes. L'objectif est de montrer d'une part qu'il est en partie mécanique et qu'il ne concerne essentiellement que les non qualifiés et que d'autre part

parler de « jeunes » globalise à tort le problème et peut produire des effets pervers) 2) les discriminations ne se mesurent pas ; elles se constatent.

4.3 Discrimination / Statistiques ethniques

(S. Jugnot) – projet

Le projet envisagé est celui d'un ouvrage s'appuyant sur des réflexions entamées en 2007 dans le cadre des débats intervenus en France. Ils ont déjà donné lieu à une synthèse portant sur l'exemple du Canada dans la revue de l'IRES (n°83, aout 2015) et à une synthèse sur les débats français dans la série des documents de travail de l'IRES (n°01.2016). L'objectif est de proposer un panorama plus large en synthétisant des travaux de multiples chercheurs couvrant des périodes plus anciennes et d'autres pays. Il s'agira d'abord de revenir sur la typologie des catégorisations couvertes par le terme de « statistiques ethniques », trop souvent fourre-tout. La robustesse statistique des mesures faites à partir de ces catégories sera questionnée et avec elle, la capacité à faire de ces statistiques un outil de connaissance. Il faudra également se demander pourquoi la mesure des discriminations est d'une certaine manière un objectif illusoire. Le risque de réification des catégories mobilisées par les statistiques ethniques et, corrélativement, celui d'un renforcement des stéréotypes, terreau des comportements discriminatoires, seront aussi discutés. Enfin, il s'agira d'aborder la question des politiques publiques autour de l'alternative entre la promotion de la diversité par la discrimination positive d'un côté et la lutte contre les discriminations par une action sur les processus sélectif, d'un autre côté.

4.4 Recompositions de la diversité des formes d'exercice de l'activité agricole : l'importance croissante des travailleurs non-permanents

(A. Magnan) – projet

Ce travail de thèse a été amorcé début novembre 2017 dans le cadre d'une convention de recherche IRES-INRA (Institut National de la Recherche Agronomique). Il est co-encadré par Catherine Laurent, directrice de recherche à l'INRA, et Aurélie Trouvé, maître de conférences à AgroParisTech. Ce travail vise à analyser l'émergence de formes non-permanentes d'activité dans la branche agricole, notamment dans le secteur des fruits et légumes. Au vu de la convergence des environnements juridiques à l'échelle

européenne et de la mise en concurrence des différents pays producteurs entre eux, l'étude portera sur les deux leaders européens du secteur, la France et l'Espagne.

Les premiers résultats du travail montrent l'émergence de formes d'emploi salariaux et non salariaux nouvelles, marquées par un travail non permanent sur l'exploitation, comme le WWOOFing, le travail détaché et les salariés groupements d'employeurs. On observe ainsi une substitution des emplois permanents par ces nouvelles formes, ainsi que l'existence d'une grande opacité au sein du milieu agricole sur la qualification et la quantification de ces types d'emplois dans l'agriculture. Ce travail a également mené à un processus de recentrage de la problématique de la thèse, qui tournera autour des questions de santé-sécurité, d'opacité statistique et d'évaluation de l'impact de ces transformations de l'emploi sur l'évolution de la productivité du travail agricole.

Durant l'année 2018, ce travail de doctorat sera consacré à la finalisation de l'état de la littérature sur ce sujet et de la problématique, à la création d'une typologie qualifiée et quantifiée du travail agricole non-permanent, et à la validation de celle-ci par l'amorce d'un travail de terrain en France et en Espagne.

5. Les « modèles nationaux » dans la zone Euro et la crise économique

5.1 Expertise Allemagne

(*O.Chagny) - en cours*

L'expertise Allemagne a donné lieu en 2017 à la publication d'un article dans la revue de l'IRES, dans le dossier spécial sur les retraites (n°90), ainsi que dans la Chronique internationale dans le prolongement des travaux antérieurs sur le salaire minimum (n°155). Deux types de travaux sont en cours :

- Salaires minimums en Europe, de quoi parle-t-on ? Un article (à paraitre dans la Revue de l'OFCE) est en cours de co-rédaction avec S. Le Bayon H , H. Sterdyniak et C. Mathieu de l'OFCE. Il se base sur la méthode des cas types, en vue d'éclairer les débats sur le salaire minimum dans trois pays européens : France, Allemagne, Royaume-Uni. Quelle valorisation du travail ? Quels coûts du travail ? Quels écarts entre les revenus d'assistance et les revenus du travail ? Quels niveaux de prestations de remplacement ?

- Co-gestion à l'Allemande et performances économiques : Une étude en coopération avec Sophie Mosca du cabinet Secafi est prévue. Par certains aspects, on peut dire que le système de la cogestion allemande est « mité » de deux côtés : du côté de la petite co gestion avec la faible part de salariés couverts par un comité d'établissement, du côté de la « grande » cogestion avec l'attrait pour les entreprises allemandes du statut de société européenne. Il s'agit de rendre compte de ces évolutions, mal connues dans un contexte français où le statut de Société Européenne constitue une force d'attraction naturelle pour le renforcement de la présence des salariés au sein des conseils d'administration/surveillance. Il s'agit aussi de faire un état des lieux documenté de la littérature sur le lien entre cogestion et performance économique et sociale, susceptible d'éclairer certains débats actuels en France.

5.2 Flexicurité et crise économique dans le modèle danois

(C. Meilland) - en cours

L'analyse du « modèle danois de flexicurité » et de sa spécificité (notamment au vu de l'actualité française) a été poursuivie tout au long de l'année 2017 via notamment la publication d'un article dans la Chronique Internationale de l'IRES et des communications diverses (Association Française de Sociologie, France-Culture, l'Humanité, Collectif Roosevelt). L'analyse tend à montrer d'une part pourquoi le Danemark est considéré comme un modèle économique, d'autre part quels sont les éléments nécessaires pour faire exister cette spécificité et enfin les évolutions de ce modèle lors des dernières années (modifications de l'indemnisation chômage, de l'assistance sociale) et les difficultés rencontrées. Il est prévu de valoriser ces différentes communications et articles dans l'année 2018.

Publications

Rapports de recherche et documents de travail

Sauviat C., Serfati C. avec K. Guillas-Cavan et la participation de Hiratuka C., Sarti S., Borghi M. et Barbieri Ferreira M.J.) (2018), L'impact des chaînes d'approvisionnement mondiales sur les systèmes productifs et l'emploi - Une comparaison France-Brésil des industries aéronautique et automobile, Rapport final pour le BIT, 10 janvier.

Articles

Chagny O., « Les dispositifs de transition emploi retraite en Allemagne », Revue de l'IRES n°90, 2017.

Husson M., « Des technologies anti-sociales », Alternatives économiques, 20 novembre 2017.

Husson M., « Consommation et épargne : les ménages face à la crise », Eclairage Ires n°8, septembre 2017.

Husson M., « Et Philippe Aghion corrigea la croissance », Alternatives économiques, 11 juillet 2017.

Husson M., « Assurance chômage : une voie punitive inefficace », Alternatives économiques, 10 mai 2017.

Husson M., « Optimisme structurel à l'OCDE », AlterEcoPlus, 9 mars 2017.

Husson M., « Les multiples empreintes de la crise en Europe », Chronique internationale de l'Ires n°155, février 2017.

Husson M., « La France moins inégalitaire que les Etats-Unis ou la Chine », Eclairage Ires n°1, mars 2017.

Jolivet A., « Négocier sur le « contrat de génération » : déconstruire et (re)construire une approche par des générations », n° spécial « Un autre regard sur l'allongement de la vie active : Générations au travail, générations en relation », Gérontologie et Société, n° 153, vol. 39/2017, p. 45-56. DOI: 10.3917/gs1.153.0045, 2017.

Jugnot S., « Pour sortir des mauvais chiffres du chômage », Eclairages, n°5, IRES, Juin.

Contribution à des ouvrages collectifs

Husson M., « Quand la "science" pète les plombs », dans Economistes atterrés / AFEP, Misère du scientisme en économie, Les éditions du Croquant, 2017.

Bibliographie sur les travaux de Sharers & Workers en 2017

Autour du rapport de l'IGAS

Note de synthèse novembre 2017 ; « Dialogue social et protection sociale dans l'économie des plateformes : enjeux et pistes d'action », Odile Chagny, Cécile Jolly, Nicolas Amar, Antoine Naboulet, Louis-Charles Viossat http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/ns-fs-dialogue-social-protection-sociale-novembre-2017.pdf

Autour de la journée d'Etudes co-organisée avec l'IRT d'Aix :

Des ressources documentaires mises à disposition sur le site de l'IRES et de l'IRT https ://irt.univ-amu.fr/journee2017-IRT-SECAFI-IRES

Un dossier à paraitre dans les Cahiers des RPS http ://www.sante-securite-paca.org/documentation/rps_risques_psycho_sociaux.php#

Mise à disposition des supports de formations syndicales sur le site de l'IRES

http ://www.ires.fr/etudes-recherches-ouvrages/contributions/item/5426-l-impact-du-numerique-sur-les-representations-et-les-frontieres-du-travail-et-des-organisations-retour-d-experience-du-reseau-sharers-workers

Mise à disposition de la présentation à la FreelanceFair sur le site de l'IRES

http://www.ires.fr/etudes-recherches-ouvrages/contributions/item/5249-le-travail-dans-tous-ses-etats-16-mars-2017

En complément de ce versant participatif, Sharers & Workers alimente et met à disposition sur son site des contenus divers et amenés à s'enrichir.

Le site Internet sharersandworkers.net propose une sélection de vidéos ainsi qu'une bibliographie thématique commentée pour favoriser l'appropriation de différents sujets par ses visiteurs, les participants aux événements, etc. Les thèmes choisis correspondent aux angles de réflexion portés par la démarche : modèles d'affaires et partage de la valeur, modalités du travail, compétences, relation de travail, lieux et territoires du travail, protections des travailleurs, initiatives syndicales et d'organisation des travailleurs.

Une veille régulière permet d'alimenter l'ensemble de ces rubriques, ainsi que les réseaux sociaux : twitter avec @SandW2016 et facebook avec facebook.com/sharersandworkers/.

PARTIE 2

Autres activités de l'IRES

Chronique internationale de l'IRES

Noélie Delahaie, Catherine Sauviat, Julie Baudrillard, Lyubica Curich

Quatre numéros de la *Chronique internationale de l'IRES* sont parus en 2017. Le premier (n° 156, paru en juillet 2017) est le numéro spécial annuel 2016[11] cordonné par Noélie Delahaie et Stéphane Le Queux (James Cook University, Australie). Il est consacré aux évolutions récentes des relations professionnelles en Asie Sud-Est, zone jusqu'alors jamais couverte par la *Chronique Internationale de l'IRES* (à l'exception de Singapour). Ce numéro est composé d'un article introductif et de 9 monographies nationales (Chine, Singapour, Vietnam, Philippines, Taïwan, Indonésie, Thaïlande et Malaisie). Pour éclairer les débats nationaux, trois axes de recherche complémentaires sont développés : la résurgence des mouvements sociaux et des luttes syndicales ; les bas salaires et les salaires minima ; les travailleurs migrants et le poids du travail informel. Les trois autres numéros sont des numéros variés et l'un d'entre eux comprend un dossier sur les politiques sociales de Lula et Dilma au Brésil.

Enfin, le numéro spécial 2017 (en cours de préparation) est, quant à lui, consacré au renouveau des stratégies syndicales et les nouveaux collectifs face à l'érosion de la figure classique du travailleur. Coordonné par Cristina Nizzoli, ce projet propose d'apporter un regard comparatif sur les différentes formes de renouveau des stratégies syndicales à l'œuvre à l'étranger tout en intégrant des formes d'action ou de défenses des droits qui ne relèvent pas directement de la sphère syndicale (collectifs de travailleurs précaires, de travailleurs indépendants, associations, etc). Ce numéro, à paraître début 2018, comprend deux articles transversaux et neuf monographies nationales (Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Espagne, Etats-Unis, Italie, Portugal, Royaume-Uni et Suède).

[11] La parution relativement tardive de ce numéro est liée au caractère inédit de ce numéro. En effet, il rassemble des articles de chercheurs extérieurs à l'IRES et parvenus dans leur première version en langue anglaise. L'élaboration de ce numéro a en conséquence nécessité un travail éditorial plus important que pour les autres numéros de la *Chronique internationale de l'IRES*.

Index des articles publiés dans la *Chronique internationale de l'IRES* en 2017 (hors numéro spécial 2017)

Allemagne

- Artus I. (2017), « La vague gréviste de 2015 – Causes, résultats et perspectives », mars, n° 157, p.3-19.
- Kahmann M. (2017), « Accueil des réfugiés : quelles modalités et priorités de l'action syndicale ? », juin, n° 158, p. 40-55.

Belgique

- Blaise P. (2017), « Un paysage syndical stable au terme des élections sociales de 2016 », mars, n° 157, p. 20-29.

Brésil

- Marques R.M., Ximenes S.B., Ugino C.K. (2017), « Introduction générale », *in* dossier « Brésil », septembre, n° 159, p. 61-62.
- Marques R.M., Ximenes S.B., Ugino C.K. (2017), « Les politiques sociales de Lula et Dilma et la redistribution des revenus », *in* dossier « Brésil », septembre, n° 159, p. 63-72.
- Marques R.M., Ximenes S.B., Ugino C.K. (2017), « Les politiques en matière de santé et d'accès à l'enseignement supérieur sous les présidences Lula et Dilma », *in* dossier « Brésil », septembre, n° 159, p. 73-83.

Canada

- Boivin L., Vincent C., Béroud S. (2017), « Une grève pionnière des salariés précaires dans les services privés d'hébergement pour personnes âgées au Québec », mars, n° 157, p. 53-65.

Chine

- Bao X., Murray G. (2016), « Evolutions récentes des conflits du travail dans les entreprises en Chine », *in* numéro spécial « Regards croisés sur les relations professionnelles en Asie du Sud-Est », coordonné par Delahaie N. et Le Queux S., décembre, n° 156, p. 116-134.

Espagne

- Vincent C. (2017), « Entre changement légal et pratiques des acteurs : les effets de la réforme de 2012 sur la négociation collective », septembre, n°159, p. 10-27.

Finlande

- Sauramo P. (2017), « Evolutions récentes de la négociation collective », septembre, n° 159, p. 28-36.

Grèce

- Karakioulafis C. (2017), « Nouveau bras de fer avec les créanciers internationaux : quels enjeux sociaux ? », septembre, n° 159, p. 3-18.

Indonésie

- Caraway T.L., Ford M. (2016), « Vers un affaiblissement du pouvoir syndical dans la fixation du salaire minimum », *in* numéro spécial « Regards croisés sur les relations professionnelles en Asie du Sud-Est », coordonné par Delahaie N. et Le Queux S., décembre, n° 156, p. 13-20.

Malaisie

- Crinis V. (2016), « Les défis du mouvement syndical face aux travailleurs migrants », *in* numéro spécial « Regards croisés sur les relations professionnelles en Asie du Sud-Est », coordonné par Delahaie N. et Le Queux S., décembre, n° 156, p. 75-88.

Pays-Bas

- Wierink M. (2017), « 2012 à 217, cinq ans de reconstruction de la FNV, première organisation syndicale néerlandaise », septembre, n° 159, p. 37-60.

Pays-Basque

- Dufour C., Hege A. (2017), « A son 14e congrès, la confédération ELA présente un projet "plus politique que jamais" », juin, n° 158, p. 27-39.

Philippines

- Serrano M. (2016), « Stratégies syndicales face à la montée de l'emploi non standard », *in* numéro spécial « Regards croisés sur les relations professionnelles en Asie du Sud-Est », coordonné par Delahaie N. et Le Queux S., décembre, n° 156, p. 34-47.

Portugal

- Rego R., Pernot J-M. (2017), « Un virage à gauche inédit », juin, n° 158, p. 14-26.

Royaume-Uni

- Freyssinet J. (2017), « Relations d'emploi, représentation des salariés et performances productives », mars, n° 157, p.30-38.
- Freyssinet J. (2017), « Les syndicats et le Brexit », juin, n° 158, p. 3-13.

Singapour

- Kuah A. T.H., Le Queux S., Hassan S. (2016), « L'ultra-corporatisme au service du « Singaporean Core », *in* numéro spécial « Regards croisés sur les relations professionnelles en Asie du Sud-Est », coordonné par Delahaie N. et Le Queux S., décembre, n° 156, p. 21-33.

Suisse

- Pelizzari A. (2017), « Les syndicats et le débat sur la « préférence nationale » : vers un nouveau régime migratoire ? », juin, n° 158, p. 56-71.

Thaïlande

- Brown A. (2016), « Un contexte institutionnel et politique défavorable au mouvement syndical », *in* numéro spécial « Regards croisés sur les relations professionnelles en Asie du Sud-Est », coordonné par Delahaie N. et Le Queux S., décembre, n° 156, p. 21-33.

Taïwan

- Pan S. (2016), « Vers un changement de paradigme de développement ? », *in* numéro spécial « Regards croisés sur les relations professionnelles en Asie du Sud-Est », coordonné par Delahaie N. et Le Queux S., décembre, n° 156, p. 48-59.

Vietnam

- Cox A.N. (2016), « La montée en puissance des représentants non officiels dans les entreprises multinationales de confection et de textile », *in* numéro spécial « Regards croisés sur les relations professionnelles en Asie du Sud-Est », coordonné par Delahaie N. et Le Queux S., décembre, n° 156, p. 104-115.

- Sweisshelm E., Chi D.Q. (2016), « Des syndicats en transition : la Confédération générale du travail face aux mutations économiques et politiques », *in* numéro spécial « Regards croisés sur les relations professionnelles en Asie du Sud-Est », coordonné par Delahaie N. et Le Queux S., décembre, n° 156, p. 89-105.

International

- Delahaie N., Le Queux S. (2016), « Avant-propos », *in* numéro spécial « Regards croisés sur les relations professionnelles en Asie du Sud-Est », coordonné par Delahaie N. et Le Queux S., décembre, n° 156, p. 3-4.
- Le Queux S., Lee Cooke F., Cox A.N. (2016), « Introduction », *in* numéro spécial « Regards croisés sur les relations professionnelles en Asie du Sud-Est », coordonné par Delahaie N. et Le Queux S.., décembre, n° 156, p. 5-12.

La Revue de l'IRES

Pierre Concialdi, Julie Baudrillard, Lyubica Curich

Au cours de l'année 2017, il a été décidé de revenir à un rythme de trois numéros par an. Deux numéros sont parus et un numéro double est en cours de parution.

Bilan détaillé des parutions 2017

Le premier numéro paru (n°89) comporte un article varié ainsi qu'un petit dossier valorisant une partie du travail réalisé dans le cadre du projet de recherche européen CAWIE (voir groupes « Relations professionnelles » et « Revenus »).

Revue n°89

- « L'emploi et le travail vus depuis le chômage : enquête sur les expériences des chômeurs», Demazière D. et Zune M. (2017), *La Revue de l'IRES*, n°89, p.3-26.
- Dossier - Négociation salariale et nouvelle gouvernance économique européenne : quelles alternatives?
- « Introduction. Négociations salariales en Europe : dynamiques institutionnelles et stratégies d'acteurs», Delahaie N. et Vincent C. (2017), *La Revue de l'IRES*, n°89, p.29- 50.
- « Le rôle de l'extension dans la solidité et la stabilité de la négociation collective en Europe », Schulten T., Eldring L. et Naumann R. (2017), *La Revue de l'IRES*, n°89, p.51- 87.
- « Pour une politique de salaire minimum européen : perspectives et obstacles», Schulten T., Müller T. et Eldring L. (2017), *La Revue de l'IRES*, n°89, p.89-117.

Le deuxième numéro comporte deux articles variés et un dossier présentant les dispositifs de transition emploi-retraite en Allemagne ainsi qu'une analyse des accords de branche et d'entreprise conclus sur cette question.

Revue n°90

- « L'UNSA et la quête de la représentativité : s'implanter dans les entreprises, avant et après la loi du 20 août 2008 », Farvaque N. (2017), *La Revue de l'IRES*, n°90, p.3-45.

- « Négocier dans l'entreprise un partage du temps de travail : les enjeux de l'emploi, du travail et de son organisation », Bisignano M. (2017), *La Revue de l'IRES*, n°90, p.47-69.

Dossier – La transition emploi-retraite en Allemagne : de la loi aux dispositifs conventionnels

- « Introduction. Les dispositifs de transition emploi-retraite en Allemagne », Chagny O. et Fröhler N. (2017), *La Revue de l'IRES*, n°90, p.73-86.
- « Accords de branche et d'entreprise, les nouveaux instruments de la politique sociale L'exemple des dispositifs de départ à la retraite en Allemagne », Fröhler N. (2017), *La Revue de l'IRES*, n°90, p.87-117.

Le numéro double (91-92) en voie de parution est un numéro spécial qui reprend un certain nombre de contributions présentées au cours d'une journée d'études SEPOSA (Séminaire d'économie politique de la santé) organisée en novembre 2016 sur le thème : **«** *Crise économique et santé : un renouvellement de l'évaluation des politiques publiques ?* ». Il intègre également plusieurs articles non présentés à cette journée mais relatifs au même thème.

Programmation 2018 et politique éditoriale

La programmation des numéros à paraître en 2018 est déjà engagée. Un numéro *varia* et un numéro double thématique sont aujourd'hui en cours de constitution.

Le premier numéro *varia* à paraître devrait comporter quatre articles. Un premier article porte sur la question des travailleurs détachés à partir d'une étude réalisée pour la CGT-FO dans le cadre de l'Agence d'objectifs. Un deuxième article concerne les inégalités femmes-hommes et s'appuie sur un rapport désormais public réalisé, entre autres, par Jean et Nicole Gadrey pour la Direccte de la région Hauts-de-France. Deux autres articles sont prévus et portent, l'un sur le lien emploi-logement à partir d'une étude réalisée pour la CFDT dans le cadre de l'AO et, l'autre, sur le débat autour des retraites dans les années 1980 à partir d'une contribution d'Ilias Naji.

Le deuxième numéro thématique est un numéro double autour du thème des comités d'entreprise. Il comprend notamment des contributions nourries par le rapport réalisé sur cette question par l'IRES pour le ministère du travail.

Dans le prolongement des orientations privilégiées auparavant, les efforts seront maintenus afin d'élargir le champ des thématiques abordées. Une attention sera également portée à la diversité des sources des contributions et, notamment, à la valorisation des travaux issus de l'Agence d'objectif de l'IRES.

Site internet de l'IRES

Odile Chagny (animation), Guillaume Heintz (webmaster)

http://www.ires.fr/

Le site internet de l'Ires a fait l'objet d'un projet de refonte de grande d'ampleur. Le projet a été lancé mi 2014 et a abouti début 2017, avec un lancement opérationnel en mars 2017. Au sein de l'IRES, le projet a été piloté par un comité retreint, les grandes étapes et arbitrages ayant fait l'objet de discussion et de validation auprès des chercheurs et des conseillers techniques ainsi que devant le Bureau de l'Ires.

La mise en œuvre technique a été réalisée par deux prestataires externes (Ebzone pour la charte graphique, SI2S pour la partie développement). Le cahier des charges a été finalisé en mai 2014. Durant le second semestre 2014, le travail a porté sur la définition de l'architecture du site (zoning), de la charte graphique et visuelle des pages du futur site. A compter du début 2015, le projet est passé dans une phase de développement et d'intégration.

Le projet a été piloté par Odile Chagny. Le comité restreint était composé de Frédéric Lerais (directeur IRES), Guillaume Heintz (documentaliste/webmaster), Julie Baudrillard (secrétaire de rédaction), Ménéhould Pelletier Doisy (documentaliste) et Lyubica Curich (PAO).

A compter du lancement en 2017, le groupe projet a été remplacé par un comité éditorial : Odile Chagny (animation), Guillaume Heintz (webmaster), Julie Baudrillard (secrétaire de rédaction) et Frédéric Lerais (directeur de l'IRES).

Le nouveau site a vocation, tout comme l'ancien, à permettre aux différents publics de l'institut d'accéder à la production de l'Ires. Le projet s'est aussi fixé comme ambition de renforcer le rayonnement et la visibilité de l'IRES, de communiquer différemment sur les activités de l'IRES, de renforcer la présence de l'IRES dans les débats publics (en articulation avec la politique de communication sur les réseaux sociaux).

De nouvelles rubriques : « actualité » et « agenda » ont vu le jour.

De nouvelles modalités de diffusion des publications ont vu le jour : mise en ligne « prépublications » au fil de l'eau des articles de la Chronique internationale, en amont des versions papier. Elle sera étendue aux numéros variés de la Revue.

De nouveaux produits ont été développés :

Il s'agit de notes d'éclairage ayant vocation à accueillir des contributions s'inscrivant dans une démarche de décryptage et de pédagogie. Les contenus prévus sont très divers : résumé d'une production de chercheurs de l'Ires, contribution ad hoc sur un débat social en cours, etc.

A l'automne 2017, huit numéros sont déjà sortis :

- Michel Husson, mars 2017 : « *La France moins inégalitaire que les Etats-Unis ou la Chine ? »*
- Anne Fretel, mars 2017 : « *Réformer la Législation protectrice de l'emploi pour créer de l'emploi, une doctrine loin d'être appuyée par les résultats de l'analyse économique. »*
- Anne Fretel, mars 2017 : « *Peut-on réduire la notion de « performance » du marché du travail au taux de chômage* ? »
- Anne Fretel et Solveig Grimault, mars 2017 : « *Qu'y a t-il dans la boîte noire de l'accompagnement ? »*
- Stéphane Jugnot, juin 2017 : « *Pour sortir des mauvais chiffres du chômage. »*
- Kévin Guillas Cavan, juillet 2017 : « *Fusionner les instances représentatives du personnel : une fausse bonne idée ? »*
- Sébastien Dupuch, août 2017 : « *Bruxelles dicte-t-elle les réformes du marché du travail ? »*
- Michel Husson, septembre 2017 *: « Consommation et épargne : les ménages face à la crise. »*

Prolongements

Les nouveaux produits vont également être complétés, en particulier avec des « tableaux de bord » rassemblant des données chiffrées sous forme graphique et de fichiers Excel.

Une lettre d'information en version papier et électronique sera également diffusée à partir du début de l'année 2018.

En termes d'architecture du site deux portes d'entrées sont possibles : l'une par produit, l'autre par thème.

Du fait des difficultés rencontrées avec le prestataire en charge du développement, l'entrée thématique du site lancé en 2017 n'est pas efficace et de nouveaux développements sont prévus (avec un nouveau prestataire en 2017).

De même, les moteurs de recherche inopérants mis en place par le prestataire initial feront l'objet de développements nouveaux lancés en 2017.

Journées et séminaires organisés ou co-organisés par l'IRES

1. Le Séminaire international de l'IRES, a*nimé par Udo Rehfeldt*

Les séances suivantes se sont tenues en 2017 :

- « Les relations collectives de travail dans l'organisation en réseau : le cas de l'aide à domicile au Québec », texte de Louise Boivin (Université du Québec en Outaouais), discutante : C. Vincent.
- « Le dialogue social : nouveaux enjeux, nouveaux défis » texte de J. Freyssinet, discutant : J-M Pernot.
- « La négociation collective dans les pays de l'OCDE », texte de S. Cazes et d'A. Garnero (OCDE), discutant : K. Guillas Cavas.

2. Journées d'études sur les accords-cadres internationaux, en coopération avec le projet EURIDE

- Présentation du projet EURIDE, Mariangela Zito (Sindnova, Rome), voir groupe Relations professionnelles
- Un inventaire des ACI et ACE, Udo Rehfeldt
- Le cadre législatif des ACI, Fausta Guarriello (Université de Chieti-Pescara)
- Les principes directeurs de l'OCDE pour les multinationales, Pierre Habbard (TUAC)
- La version révisée de la déclaration tripartite de l'OIT, Frédérique Dupuy (OIT, Bureau de Paris)
- Les ACI en pratique: Le projet de l'OIT sur les ACI des multinationales françaises, Arnaud Mias et Sophie Wlodarczak (Université Paris-Dauphine)
- Les ACI en pratique: l'expérience de Renault, Patricia Fouache (direction RH Renault) et Eric Vidal (secrétaire du comité de groupe Renault)
- Les ACI en pratique: l'expérience d'ENI et ENEL, Salvo Leonardi (Fondation Di Vittorio, Rome)

3. Evénements Sharers & Workers en 2017 et prévision sur 2018

- 11 mai 2017, journée d'étude organisée par IRES - IRT Aix- Marseille Université SECAFI : « Les impacts de la transformation numérique sur le travail : quels effets sur la qualité de vie au travail ? », 120 participants.
- Mai-juillet 2017, groupes de travail : plateformes numériques/syndicalistes de réflexion autour des recommandations du rapport de l'IGAS sur la protection sociale des travailleurs collaboratifs des plateformes numérique, organisé par l'IRES (Sharers & Workers), France Stratégie, IGAS.
- 23 janvier 2018, événement participatif organisé par ETUI ETUC IRES ASTREES « Dialogue sur l'économie de plateformes », 100 participants prévus.

4. Autres journées organisées par l'IRES

- Séminaire IRES-UVSQ : *« Retraite et expertise »*, avec Ilias Naji et Odile Join-Lambert, Paris, 16 mai 2017.
- Les rencontres ISST-IRES : « Les réformes du marché du travail en Europe : quelles logiques, quelles performances, quelles convergences ? », Paris, 29 juin 2017.

5. Séminaires internes

- C. Sauviat et C. Serfati : Présentation de l'étude en cours sur les chaînes de valeur, « L'insertion des industries automobiles et aéronautiques dans les chaînes de valeur en France et au Brésil », 14 mars 2017.
- D. Peleck : « Ethnicity or Poverty? Re-Construction of Unequal Power Relations in the Rural : The Case of Syrian Refugees in Turkish Agriculture », 21 novembre 2017.

Le Centre de documentation

Guillaume Heintz, Benoît Robin

L'activité du Centre de Documentation, menée par l'équipe du Centre de Documentation de l'Ires durant l'année 2017, s'est développée suivant les différents axes de travail définis dans le programme d'activité annuel de l'institut et des orientations scientifiques à moyen terme (Osmt 2013-2017).

Guillaume Heintz est depuis le second semestre 2017, le documentaliste titulaire en remplacement de Ménéhould Pelletier-Doisy. De plus, il est la cheville ouvrière en matière d'enrichissement du contenu du nouveau site web de l'Ires mis en ligne à la fin du premier trimestre 2017.

Les ressources du fonds documentaire

Il est possible de mesurer la richesse des ressources documentaires du Centre depuis :

- Le portail documentaire en ligne http://0939980t.esidoc.fr/
- Le Bulletin bibliographique hebdomadaire édité par le Centre également mis en ligne sur le site web de l'Institut http://www.ires.fr/ressources-documentaires/nouveautes au travers quelques données.

Le fond du Centre de Documentation de l'Ires, c'est fin 2017 :

- Plus de 48 000 publications périodiques, dépouillées, indexées, classées.

Ceci comprend en particulier l'ensemble des principales publications confédérales syndicales.

- Plus de 9 000 ouvrages ou livres

Cela inclut l'ensemble des champs d'études et de recherche couverts par l'Institut (Relations professionnelles, Emploi, Travail, Revenus & Protection sociale)

En 2017, environ 90 exemplaires ont été achetés pour répondre aux demandes croissantes des chercheur.e.s de l'Ires.

Par ailleurs, le Centre de Documentation de l'Ires a bénéficié de dons, en particulier du Centre de Documentation du Commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP – France Stratégie) lequel a déménagé de la rue de Martignac depuis décembre

2017 ainsi qu'à la suite de départs de personnels de l'Institut. D'autre part, le Centre de Documentation de l'Ires a reçu des ouvrages en service de presse.

- Plus de 6 000 brochures

Elles se composent en particulier de l'ensemble de la trentaine d'études (Agence d'objectifs) réalisées par les organisations syndicales dans le cadre de l'Ires et déposées chaque année.

- Plus de 1 800 supports numériques

Ils sont enrichis d'environ 80 fichiers chaque année dorénavant.

Sur l'année 2017, les sollicitations en direction de l'équipe du Centre de Documentation de l'Ires ont à nouveau tendance à croître. Cette augmentation des demandes de l'ordre de +20% est liée pour une part aux usagers du Centre et en particulier (près de 60% des demandes) de sollicitations émanant des organisations syndicales et de syndicalistes.

Réseau du Centre de Documentation

Le Centre de documentation bénéficie d'appuis et de soutiens directs et indirects au travers les multiples réseaux auxquels il participe :

Au niveau documentaire :

- Travail emploi formation (TEF) ;
- Réseaux des acteurs de l'information-documentation (Ariane) dans le cadre duquel le Centre de documentation va apporter sa contribution au travers la co-production de dossiers bibliographiques documentaires pour les Universités d'hiver de janvier – février 2018 organisées par le *Centre Inffo*.

Au niveau archivistique à l'instar du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (CODHOS)

L'IRES s'est efforcé à maintenir les coopérations et collaborations externes. L'Institut a approfondi ses relations et entend participer à son développement au travers des discussions qui pourraient être amorcées avec des réflexions sur des questions d'échanges, de mises en commun voire de mutualisation ou de coopération voire de projet commun avec d'autres Centres de Documentation ayant des centres d'intérêt et des préoccupations similaires ou proches.

De multiples pistes de projets sont envisageables tant avec des Centres ou Laboratoires de recherches et universitaires.

Le Centre de documentation de l'Ires a organisé le vendredi 15 décembre 2017 une réunion avec les centres de documentation ou bibliothèques ou des personnes ressources des organisations syndicales constitutives de l'Ires.

Cette initiative a permis d'identifier les besoins nouveaux qui sont apparus récemment de leurs côtés et auxquels le Centre de documentation de l'Ires pourrait offrir une aide entre autre pour faciliter des accès à des plateformes ou portails d'accès distants à des ressources documentaires.

Le Centre de Documentation de l'Institut va en s'inscrivant dans le temps, à court et moyen terme, s'atteler à faire des propositions en la matière et notamment pour mutualiser les flux d'informations (*via* l'outil qui paraîtra le mieux adapté) si cela convient aux participants et à leurs organisations.

Ceci constitue une occasion de mieux valoriser les fonds documentaires ainsi que les publications des un.e.s et des autres.

Cela peut concourir à avoir au moins des réflexions ensemble sur des problématiques documentaires auxquelles les un.e.s et les autres sont confronté.e.s telles, par exemple, les questions des archives ouvertes (HAL) ou de développement du numérique.

Conventions de recherches en 2017/2018

Thèmes	Chercheur.e.s	Commanditaires	Échéance
Pacte social : où, quand, comment, à quelles conditions ?	▪ Odile Chagny ▪ Noélie Delahaie ▪ Udo Rehfeldt ▪ Catherine Vincent	Unsa éducation AO	En cours
Agir contre les écarts de salaires Femmes/Hommes (GPG) : prendre en compte le cas des aidantes informelles	▪ Antoine Math	Commission européenne / LDH - (Ligue des Droits de l'Homme)	Terminé en juin 2017
AO CGT : engagement des jeunes salariés	▪ Marcus Kahmann	CGT	En cours
Les accords transnationaux d'entreprise (EURIDE)	▪ Udo Rehfeldt	Commission européenne SINDNOVA	En cours
Décentralisation de la négociation collective (DECOBA)	▪ Udo Rehfeldt ▪ Catherine Vincent	Commission européenne Fondation Di Vitorio	En cours
Chaines de valeur, comparaison France Brésil	▪ Catherine Sauviat ▪ Claude Serfati	ILO	Terminé
	▪ Catherine Sauviat ▪ Claude Serfati	ILO	En cours
La participation des salariés	▪ Udo Rehfeldt	ETUI	Terminé en 2017
Collectively Agreed Wages in the New European Economic Governance (CAWIE III)	▪ Odile Chagny ▪ Noélie Delahaie ▪ Catherine Vincent	Commission européenne	En cours
Budget de référence en zone rurale (CREDOC)	▪ Pierre Concialdi ▪ Antoine Math	Ministère Affaires sociales (DREES)	En cours
ESCP Europe Négociation collective transnationale d'entreprise	▪ Noélie Delahaie ▪ Kévin Guillas Cavan ▪ Catherine Vincent ▪ Marcus Kahmann ▪ Udo Rehfeldt ▪ Jacques Freyssinet	Chaire dialogue social et compétitivité	En cours
UNSA Education Numérique	▪ Odile Chagny	UNSA Education	En cours
Organisation et animation d'une journée d'étude	▪ Solveig Grimault	Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels	En cours
MARISA : Marché du risque santé	▪ Catherine Sauviat ▪ Catherine Vincent ▪ Antoine Math	ANR	En cours
Syndicalisme et les formes d'emploi	▪ Frédéric Lerais	INRA	En cours
WP EUROPE	▪ Udo Rehfeldt	ETUI	En cours
Budget de référence à Paris et dans l'agglomération parisienne (CREDOC)	▪ Pierre Concialdi ▪ Antoine Math	Ministère des affaires sociales (DREES)	En cours
GIG WORKER	▪ Odile Chagny	UE	En cours
Négociation fonction publique	▪ Catherine Vincent	CFDT (Agence d'objectifs)	En cours

Interventions des chercheur.e.s

Odile Chagny

- TUAC Digitalisation Forum, OCDE, 16 février 2017.
- Astrees Lab : « *Protéger les nouveaux indépendants* » Paris, 28 février 2017.
- Réunion de lancement du projet européen CAWIE 3 à l'institut HIVA, Louvain, Belgique, 7 mars 2017.
- Humanis, Groupe de travail prospectif, France Stratégie, Paris, 8 mars 2017.
- Freelance Fair - Sharers & Workers, Paris, 16 mars 2017.
- Colloque TEDIS sur l'Incidence du numérique sur l'organisation du travail et les nouvelles formes d'emploi, maison de la Chimie, Paris, 23 mars 2017.
- Astrees Lab : « *Protéger les nouveaux indépendants* » Paris, 28 mars 2017.
- Astrees Lab : « *Protéger les nouveaux indépendants* » Paris, 20 avril 2017.
- Astrees Lab : « *Protéger les nouveaux indépendants* » Paris, 23 mai 2017.
- Séminaire France Stratégie ; « *Mutations digitales et dialogue social* », 6 avril 2017
- Séminaire France Stratégie ; « *Mutations digitales et dialogue social* », 25 avril 2017.
- Séminaire France Stratégie ; « *Mutations digitales et dialogue social* », 1er juin 2017.
- Groupes de travail Sharers & Workers - France Stratégie - IGAS « *Les plateformes collaboratives et la protection sociale* » Paris, du 19 mai au 5 juillet 2017.
- Journée d'étude IRT-SECAFI-IRES, « Les impacts de la transformation numérique sur le travail : quels effets sur la qualité de vie au travail ? » 11 mai 2017.
- Table Ronde *« Intelligence artificielle : l'éthique, à la croisée des Rh et du big data* », CFE-CGC, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris, 14 juin 2017.

- Séminaire prospectif ETUI-ETUC : « *Shaping the digital economy 2030* », Paris, 20 et 21 juin 2017.
- Les rencontres ISST-IRES : « Les réformes du marché du travail en Europe : quelles logiques, quelles performances, quelles convergences ? », intervention, Paris, 29 juin 2017.
- Séminaire Trade Union Related Economists meeting, organisée par l'ETUI et l'AK de Vienne et l'AK Europa : animation une table ronde sur la question de la révision de la Job Strategy de l'OCDE, autour d'une intervention de Ronald Janssen du TUAC. Bruxelles, Belgique, 19 et 20 septembre 2017.
- Journée organisée par l'IRISSO et le CR2D de l'Université Paris Dauphine « *Comprendre les ordonnances au prisme des réformes étrangères* », Paris, 28 septembre 2017.
- Lunchtalk organisé par France Stratégie autour de la venue de Werner Heichhorst de l'IZA, Paris, 22 novembre 2017.
- Stage ISST Université Paris 1 - FO : *« Nouvelles organisations du travail »* Participation & présentation des travaux du groupe Sharers and Workers, Paris, 23 novembre 2017.
- Matinales Européennes Humanis, participation au débat autour du développement de l'économie collaborative en Europe et son impact sur l'emploi et la protection sociale, 6 décembre 2017.

Pierre Concialdi

- Colloque « Réduire les inégalités, une exigence écologique et sociale » : « Les budgets de référence: des repères pour la lutte contre les inégalités », intervention, CESE, Paris, 17 février 2017.
- Demi-journée d'étude UVSQ/Ires « *Protection sociale des retraites et usages de l'expertise »,* Intervention à une table ronde sur « Le rôle de l'expertise », UVSQ, 16 mai 2017.
- 24th FISS International Conference: « *What does it mean to be rich? Some conceptual and empirical issues* », intervention, Sigtuna, Suède, 5-7 Juin 2017.

- Conference on Global Social Security and Economic Development organisée par la China Association of Social Security (CAoSS), la Nanjing University (NJU), l'International Labour Organization (ILO), et la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES).: *« Economic development and social security in France: the mid-1980s turning point »*, intervention, Nanjing, Chine,15-21 septembre 2017.

Noélie Delahaie

- *« De la diversité des formes de rémunération à leur négociation »*, Stage de formation à l'attention de la CGT-FO, ISST, Bourg-la-Reine, mars 2017 (3h).
- Colloque ISSTO *« Le syndicalisme à l'épreuve de l'Europe sociale »*, présidence d'une session, Rennes 26 novembre 2017.

Jeanne Fagnani

- Intervention au Colloque « Mixité professionnelle dans les métiers de la petite enfance » : Politiques d'accueil de la petite enfance : la persistance du maternalisme », Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, Paris, 13 janvier 2017.
- Interview sur LCI concernant l'évolution de la fécondité en France le 18 janvier 2017.
- Participation à l'émission « Rue des écoles » : « Les enfants sont-ils trop fatigués ? Rythmes scolaires et rythmes sociaux », France Culture, dimanche 22 janvier 2017, 17h00-18h00.
- Communication au colloque international EECERA dans le cadre de la session « Family Child Care : Comparative Policies and Policymaking" » : « Family home childcare in France and Germany: Explaining differences and similarities », Bologne, Italie, 30 et 31 août 2017.
- Participation à une Table ronde aux « *Entretiens d'Auxerre 2017* », « A*ider les familles ou les individus* ? », organisé par l'EHESS et la ville d'Auxerre, 9 et 11 novembre 2017.

Anne Fretel

- Intervention au sein de la MIREC auprès de Conseillers du SPE belge : « *Accompagnement et intermédiation : pluralité des formes d'interventions* », Charleroi, 8 février 2017.
- Les rencontres ISST-IRES : « Les réformes du marché du travail en Europe : quelles logiques, quelles performances, quelles convergences ? », intervention, Paris, 29 juin 2017.
- 50 ans de l'AJIS : Transformation du modèle social français. Intervention : « Après 150 ans de conquêtes sociales, une vague de dérégulation déferle sur l'Europe depuis trente ans. La France, dernière touchée ? » Paris, 14 septembre 2017.
- Les cinquièmes rencontres de l'association Kelvoa : « *Politiques d'emploi et enjeux autour de la notion d'accompagnement* », 12 octobre 2017.
- Intervention dans le cadre de journée de formation portée par la mission conseil et l'accompagnement des Opacif en partenariat avec le FPSPP : « *Recrutement des entreprises : un point de départ pour repenser la notion d'accompagnement* », 6 décembre 2017.

Jacques Freyssinet

- Institut des hautes études de la protection sociale, « *Quel avenir pour le paritarisme,* », Intervention au cours du cycle « *Protection sociale à deux étages : spécificités et défis du modèle français ?* » 19 janvier 2017.
- Université Paris 1. Séminaire STEP(CES), Discutant du texte de Noélie Delahaie et Coralie Perez, « *Ajustement de l'emploi et des salaires : quels compromis en temps de crise ?* » 9 février 2017.
- LASAIRE, Séminaire « Anticipation et gestion participative du changement dans les entreprises en période de crise et de mutation technologique » (CGIL, Rome). Participation, 27 février 2017.
- IX^{e} Colloque international. « Développement inclusif et durable au sud de la Méditerranée – Défis et opportunités », Laboratoire prospective et développement

durable, Tunis. Intervention : « Le travail au cœur de l'économie du développement », 6-8 avril 2017.

- LASAIRE, Séminaire « Anticipation et gestion participative du changement dans les entreprises en période de crise et de mutation technologique » (Alfa Cartel, Bucarest). Participation, 21 avril 2017.
- CGT-FO. Colloque « *Le travail dans tous ses états* » (Conseil économique, social et environnemental, Paris). Intervention : « *Les frontières entre travail salarié, travail indépendant et travail rémunéré* », 22 juin 2017.
- Rencontres IRES-ISST « Réformes du marché du travail en Europe : quelles performances, quelles convergences, quelles logiques ? », Animation de la séance : « Les réformes récentes du marché du travail en France : quelles logiques ? », 29 juin 2017.
- LASAIRE, Séminaire « Anticipation et gestion participative du changement dans les entreprises en période de crise et de mutation technologique » (IG Metall, Francfort). Présentation d'un rapport sur le groupe Bosch, 7 juillet 2017.
- LASAIRE, 12e Biennale Europe Travail Emploi (Paris), « Anticipation et gestion participative du changement dans les entreprises en période de crise et de mutation technologique », Présentation du thème 1 : « Quels changements dans les stratégies et pratiques syndicales et managériales ? », 12-13 octobre 2017.
- CHATEFP (Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), 50e anniversaire de la création de l'ANPE, Contribution : « *La création de l'ANPE : la mobilité dans l'emploi pour la gestion des restructurations* » (à paraître), 20 octobre 2017.
- CNIS (Conseil national de l'information statistique), président du Groupe de consultation sur les publications relatives aux demandeurs d'emploi. Octobre-novembre 2017.
- ISSTO (Institut des sciences sociales du travail de l'Ouest), Journée d'études : *« Le syndicalisme à l'épreuve de l'Europe sociale* » (Université Rennes 2), Présentation du rapport de synthèse, 16 novembre 2017.

- Institut du travail (Université de Strasbourg), Colloque : « Après les ordonnances, un nouveau dialogue social ? », Intervention : « De l'utilité des ordonnances : regard d'un économiste », 30 novembre 2017.
- CESER (Conseil économique, social et environnemental régional) Auvergne-Rhône-Alpes, Colloque « *Former pour et par le travail* », Intervention de clôture, 19 décembre 2017.

Solveig GRIMAULT

- « Territorialisation des politiques d'emploi, d'orientation et de formation professionnelles et sécurisation des parcours professionnels : les ressources et médiations nécessaires et leur combinaison », intervention à la 6ème rencontre thématique EPALE France « Territoires et formations », Paris, 21 novembre 2017.

Kévin Guillas Cavan

- Fédération générale des transports-équipement (FGTE) - CFDT : présentation du rapport « *Les comités d'entreprise : effets et usages des nouveaux outils d'information consultation* » avec Frédéric Lerais, Paris, 8 mars 2017.
- Séminaire DARES « *Les comités d'entreprise : effets et usages des nouveaux outils d'information consultation* » présentation du rapport sur les Comités d'entreprise au séminaire, avec Marcus Kahmann, Frédéric Lerais, Udo Rehfeldt, Catherine Sauviat et Catherine Vincent, Paris, 21 mars 2017.
- Journée d'étude : « *Futur de la démocratie* », Université de Francfort. Intervention *« Le rôle des IRP dans un système de représentation consultative* », Francfort, Allemagne, 7 avril 2017.
- « Vendredej' », Secafi-Alpha. Présentation des résultats de l'étude « *Fonctionnement et activités des comités d'entreprise, entre évolutions institutionnelles et crise économique* », avec Marcus Kahmann et Frédéric Lerais, Paris, 2 juin 2017.
- Conférence annuelle de l'Association allemande pour l'étude des relations professionnelles (German Industrial Relations Association ; GIRA).

- Présentation : *« Was machen die Experten in den industriellen Beziehungen Frankreichs ?* » avec Marcus Kahmann, Duisburg, Allemagne, 20 octobre 2017.
- CRE-RATP, Participation à la journée d'études « *Intervention économique, les CE sont-ils hors-jeu* », 28 novembre 2017, Noisiel.
- Club de Comités d'entreprise européens, Présentation sur « Direction, gouvernance et structuration des IRP, les enseignements de l'étude Évolution des comités d'entreprise : effets et usages des nouveaux outils de consultation issus de la Loi de Sécurisation de l'Emploi (LSE) », 29 novembre 2017, Paris.
- Colloque Institut du Travail Université de Strasbourg, « *Après les ordonnances, un nouveau dialogue social?* », Strasbourg, 30 novembre 2017.

Michel Husson

- *« Deux ou trois choses que je sais du capitalisme financiarisé »*, communication au colloque "Actionnaires Tortionnaires" organisé par la Formation Léon Lesoil, Charleroi, 20 janvier 2017.
- *« Pour le droit à l'emploi »*, intervention congrès de la FNIC-CGT, 28 mars 2017.
- Les rencontres ISST-IRES : « Les réformes du marché du travail en Europe : quelles logiques, quelles performances, quelles convergences ? », intervention, Paris, 29 juin 2017.

Odile Join-Lambert

- Séminaire IRES-UVSQD : « *Retraite et expertise* », avec Ilias Naji et Frédéric Lerais, Paris, 16 mai 2017.
- Séminaire Travail organisé par le laboratoire Printemps et l'Anact : « *Classer des postes ou des individus pour servir l'intérêt général ? Le cas des musées au XXe siècle* », Ministère du travail, Paris, 22 juin 2017.
- Journée d'études, laboratoire Printemps-UVSQ : « Le point de vue d'une historienne chez les sociologues », « Regards et controverses sur la sociologie de Claude Dubar. Socialisations, temporalités, biographies », « Produire de la

connaissance à partir d'entretiens biographiques », Saint-Quentin-en-Yvelines, 18 novembre 2017.

Marcus Kahmann

- Séminaire DARES *« Les comités d'entreprise : effets et usages des nouveaux outils d'information consultation* » présentation du rapport sur les Comités d'entreprise au séminaire, avec Kévin Guillas Cavan, Frédéric Lerais, Udo Rehfeldt, Catherine Sauviat et Catherine Vincent, Paris, 21 mars 2017.
- Séminaire Ecole Normale Supérieure *« Circulations, échanges, migrations au Moyen Orient »*. Intervention : « L'asile en Allemagne comme enjeu politique et social depuis 2014. » Paris, 5 mai 2017.
- Séminaire international du projet « *Young worker interest representation* », Amsterdam, Hollande, 11 et 12 mai 2017.
- Württembergische Metallwarenfabrik : présentation des systèmes de représentation des salariés en France et en Allemagne chez WMF, Geislingen, Allemagne, 18 mai 2017.
- « Vendredej' » de Secafi-Alpha : Présentation des résultats de l'étude *« Fonctionnement et activités des comités d'entreprise, entre évolutions institutionnelles et crise économique »*, avec Kevin Guillas Cavan et Frédéric Lerais, Paris, 2 juin 2017.
- Congrès de l'Association Française de Sociologie à l'université de Picardie, présentation : *« On est allés à la CGT parce qu'on voulait apprendre à lutter. Lutte de sans-papiers et revitalisation syndicale »*, Amiens, 3 juillet 2017.
- Session *« Jeunes travailleurs et démocratie industrielle* », conférence du RC10 de l'ISA, Lisbonne Portugal, du 12 au 15 juillet 2017.
- Congrès de la European Sociological Association à l'université d'Athènes, présentation : « *Changing preferences? German employer associations in the Asylum Crisis* » Athènes, Grèce, 31 août 2017.
- Studienstiftung des Deutschen Volkes, intervention : *« Travail intérimaire dans le BTP francilien et les normes sociales.* », Paris, 21 septembre 2017.

- *« La négociation collective en Europe : quelle place dans les projets syndicaux »*, Séminaire international « Globalizacion, identidades y poder sindical », Université du Pays basque, Bilbao, 2 octobre 2017.
- Stage CFDT - ISSTO : « L'intégration des jeunes dans les syndicats : dispositifs, répertoires d'action et trajectoires d'engagement » intervention, Rennes, 2 et 26 octobre 2017.
- Conférence annuelle de l'Association allemande pour l'étude des relations professionnelles (German Industrial Relations Association ; GIRA).
- Présentation : « *Was machen die Experten in den industriellen Beziehungen Frankreichs ?* » avec Kévin Guillas Cavan, Duisburg, Allemagne, 20 octobre 2017.
- « *Comparaisons internationales : quels enseignements d'une longue pratique* » avec Christian Dufour. Rencontre des équipes de recherche associées au Crimt (Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail, Magog, Québec, Canada, 30 octobre 2017.

Frédéric Lerais

- Présentation du rapport mondial sur les salaires : réactions et commentaires, Maison de la Chimie, Paris, 28 février 2017.
- Fédération générale des transports-équipement (FGTE) - CFDT : présentation du rapport « *Les comités d'entreprise : effets et usages des nouveaux outils d'information consultation* » avec Kévin Guillas Cavan, Paris, 8 mars 2017.
- Séminaire DARES « *Les comités d'entreprise : effets et usages des nouveaux outils d'information consultation* » présentation du rapport sur les Comités d'entreprise au séminaire, Kevin Guillas Cavan, Marcus Kahmann, Catherine Sauviat, Catherine Vincent et Udo Rehfeldt, Paris, 21 mars 2017.
- CCE Total : présentation du rapport sur les Comité d'entreprises, 4 mai 2017.
- Séminaire IRES-UVSQ : *« Retraite et expertise »*, avec Ilias Naji et Odile Join-Lambert, Paris, 16 mai 2017.

- « Vendredej' », Secafi-Alpha. Présentation des résultats de l'étude « *Fonctionnement et activités des comités d'entreprise, entre évolutions institutionnelles et crise économique* », avec Kevin Guillas Cavan et Marcus Kahmann, Paris, 2 juin 2017.
- Les rencontres ISST-IRES : « Les réformes du marché du travail en Europe : quelles logiques, quelles performances, quelles convergences ? », intervention, Paris, 29 juin 2017.
- E&SRDS rencontre « Fonctionnement et activités des comités d'entreprise, entre évolutions institutionnelles et crise économique », 14 septembre 2017.
- Journée organisée par l'IRISSO et le CR2D de l'Université Paris Dauphine « *Comprendre les ordonnances au prisme des réformes étrangères* » Paris, 28 septembre 2017.
- Club Citoyens, « Les ordonnances MACRON étaient-elles nécessaires pour relancer l'emploi ? » intervention, Paris, le 2 octobre 2017.
- AJIS Table ronde sur les réformes du marché du travail en Europe, 16 octobre 2017.
- Colloque franco-marocain UMT-CFDT « L'avenir des relations sociales sur les deux rives de la Méditerranée », 15 et 16 décembre 2017 « Les réformes du marché du travail en Europe ».

Antoine Math

- Communication « La protection sociale des travailleurs migrants » au colloque « La mobilité entrante des travailleurs migrants en France », Université de Bordeaux, Bordeaux, 9 janvier 2017
- Intervention : « Le droit au séjour pour raisons médicales après la loi du 7 mars 2016 et l'assurance maladie après la réforme dite de la Protection universelle maladie (PUMA) », séminaire « La Santé des étrangers », Ligue des droits de l'Homme, Paris, 28 janvier 2017
- Audition, table-ronde sur les comparaisons internationales des politiques familiales, Cour des comptes, Paris, 1er mars 2017.

- Intervention, « Les évolutions de la protection sociale à travers les dépenses sur longue période », séminaire « Financiarisation et politiques publiques », EHESS, 14 mars 2017
- Audition sur l'accès aux droits sociaux, groupe sur le « *Suivi des recommandations du Comité DESC (pacte international des droits économiques, sociaux et culturels)* », Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), Paris, 20 mars 2017.
- Présentation d'une note « *Panorama des congés destinés aux parents en Europe* », formation « *Famille* » du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA), Paris, 30 mars 2017
- Communication « *Les effets des politiques d'austérité en Europe sur les dépenses et services publics de santé* », 7ème congrès de l'Association française d'économie politique (AFEP), Rennes, 7 juillet 2017
- Présentation « *Les dépenses "pré-engagées" ou " contraintes" dans les budgets de référence* », Conseil de l'ONPES (Observation nationale de la pauvreté et de l'exclusion sociale), Paris, 7 novembre 2017.
- Présentation d'une note « *Pauvreté et familles. Eléments quantitatifs de comparaison européenne* », formation « Famille » du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA), Paris, 9 novembre 2017.
- Intervention « *Les obstacles à l'accès aux soins et la réforme dite de la "protection universelle maladie" (PUMA)* », Université d'automne de la Ligue des droits de l'Homme, « La santé dans tous ses états », Paris, 3 décembre 2017.
- Présentation d'une note « *Trajectoires et accompagnement des bénéficiaires du RSA* », formation « Famille » du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA), Paris, 18 décembre 2017.

Christèle Meilland

- Interview dans L'Humanité sur « *Au Danemark, un affaiblissement du volet sécurité* » le 18 Juillet 2017.

- Communication à France Culture, sur Cultures Monde, l'émission d'actualité internationale de France Culture : « *Les réformes du droit travail en Europe et en particulier sur le modèle danois de flexicurité* », lundi 4 septembre 2017.
- Participation à une table ronde organisée par Monster.fr, thème : « *L'employabilité et le modèle danois de flexicurité* », Paris, 21 septembre 2017.
- Débat organisé par le collectif Roosevelt « *La flexicurité, de quoi parle-t-on?* » Paris, 19 octobre 2017.

Ilias Naji

- Séminaire IRES-UVSQ : *« Retraite et expertise* », avec Odile Join-Lambert et Frédéric Lerais, Paris, 16 mai 2017.

Cristina Nizzoli

- Ecole Mines Telecom IMT Lille Douai Cité Scientifique, intervention : « Extension du marché du nettoyage et (re)configuration des rapports sociaux. Emplois, inégalités, alliances » Lille, 16 octobre 2017.

Jean-Marie Pernot

- Séminaire : *« La discrimination syndicale en question : situation en France et panorama international* », Dares, réseau thématique *« Relations professionnelles* » de l'Association Française de Sociologie, Paris, 7 juin 2017.
- Journée d'étude : « *L'expertise CHSCT* », CGT, Secteur travail, -santé, intervention « *Retour sur les lois Auroux, la réception par la CGT »*, Montreuil, 15 juin 2017.
- Séminaire, « *La représentativité, retour sur une réforme* », AFDT Association française de droit du travail, communication « La représentativité des syndicats, quelques réflexions après le deuxième tour de scrutin », Paris, 20 octobre 2017.
- Colloque ISSTO « Le syndicalisme à l'épreuve de l'Europe sociale », Rennes 26 novembre 2017.

Udo Rehfeldt

- Université de la Sarre, Cycle de conférences « Etat, économie et relations professionnelles en Allemagne et en France ». Conférence « Die deutschen und französischen Arbeitsbeziehungen im Wandel : Von der Divergenz der Modelle zur Konvergenz ? » Sarrebruck, Allemagne, 17 janvier 2017.
- Maison des Sciences Economiques, Séminaire Emploi. Intervention *« La réforme du marché du travail en Italie : Le Jobs Act »*, Paris, 10 février 2017.
- Sciences Po. Colloque « La démocratie sociale dans la France de 2017 ». Intervention « Le modèle français de la participation à la gestion », Paris, 16-17 février 2017.
- Société internationale du droit du travail et de la sécurité sociale. Séminaire « *Les AET dans l'espace juridique global »*, Intervention *« A mapping of transnational company agreements (TCAs): which evolution?* » Université La Sapienza de Rome, Italie, 7 mars 2017.
- Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg. Journée d'étude « Unité et convergence de l'action syndicale au XXe siècle », Intervention « Le long cheminement vers la conclusion d'accords d'entreprise transnationaux », Strasbourg, 17 mars 2017.
- Séminaire DARES *« Les comités d'entreprise : effets et usages des nouveaux outils d'information consultation »* présentation du rapport sur les Comités d'entreprise au séminaire, (avec Kevin Guillas Cavan, Marcus Kahmann, Frédéric Lerais, Catherine Sauviat et Catherine Vincent) Paris, 21 mars 2017.
- Collège des Bernardins et Institut français des administrateurs, secondes assises des administrateurs salariés. Intervention « *Le modèle allemand de la codétermination* ». Paris, 28 mars 2017.
- Sindnova et IRES. Deuxième séminaire transnational du projet EURIDE « *Les accords-cadres internationaux (ACI) : Analyser les expériences concrètes* ». Intervention « *Un inventaire des ACI et ACE* ». Noisy-le-Grand, 20 avril 2017.
- ANDRH, Groupe « Dialogue social à l'international ». Intervention « Les relations sociales en Italie ». Paris, 16 mai 2017.

- Syndicat IG BAU. Séminaire « *Les syndicats dans la crise de l'Euro* ». Intervention sur le cas français. Berlin, Allemagne, 3 juin 2017.
- CGIL. Conférence finale du projet DECOBA « La décentralisation de la négociation collective en Europe ». Intervention « The decentralisation of collective bargaining in France » (avec Catherine Vincent) Rome, Italie, 7 juillet 2017.
- IREC. Industrial Relations in Europe Conference 2017. Intervention « *Between decentralization of collective bargaining and social pacts : France, Italy and Spain since the crisis* » (avec Catherine Vincent) Université de Varsovie, Pologne, 7-8 septembre 2017.
- IG Metall. Vertrauensleute-Forum. Intervention « *Die französischen Arbeitsbeziehungen und Arbeitsrechtsreformen* », Darmstadt, Allemagne, 14 septembre 2017.
- Lasaire et Fondation Friedrich-Ebert, Séminaire franco-allemand « *Evolution du dialogue social dans le contexte de la transition numérique* ». Présidence de séance, Paris, 9 novembre 2017.
- Sindnova. 3ème séminaire transnational du projet EURIDE « Les accords-cadres internationaux : Analyser les expériences concrètes ». « Intervention Overview on the current statistical trends : IFAs and EFAs », Rome, 18 septembre 2017.
- Institut d'Histoire sociale de la CGT et Université Lyon-2, Colloque « L'institutionnalisation du syndicalisme : de quoi parle-t-on ? ». Intervention « Institutionnalisation du syndicalisme : une comparaison européenne ». Lyon, 16-17 novembre 2017.
- Sciences Po. Formation pour administrateurs salariés. Intervention *« Administrateur salarié en France et panorama européen* ». Paris, 29 décembre 2017.

Catherine Sauviat

- Séminaire DARES « *Les comités d'entreprise : effets et usages des nouveaux outils d'information consultation* » présentation du rapport sur les Comités

d'entreprise au séminaire, (avec Kévin Guillas Cavan, Marcus Kahmann, Frédéric Lerais, Udo Rehfeldt et Catherine Vincent) Paris, 21 mars 2017.

- Institut des Sciences sociales du Travail de l'Ouest *« Le syndicalisme à l'épreuve de l'Europe sociale »*, présidence de la première session, université de Rennes 2, 16 novembre 2017.

Claude Serfati

- Colloque FO : *« Le travail dans tous ses états* », CESE, Paris, 22 juin 2017.
- Communication au colloque : *« The relevance of the concept of imperialism contemporary capitalism* », Eighth Annual Conference in Political Economy, Berlin School of Economics and Law, 13-15 Septembre 2017.
- Colloque « *Penser l'émancipation* », Paris, du 8 au 13 septembre 2017 Table ronde consacrée à « *Le Militaire : une histoire française* » le 16 septembre 2017.
- King's collège : Lancement du livre « *Le Militaire : une histoire française* » de Claude Serfati, Londres, Angleterre, 18 octobre 2017.
- « Nucléaire – France Afrique : Le modèle militaire français en question » Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Brest, 7 décembre 2017.
- « De la mondialisation de la guerre aux guerres de la mondialisation » dans **(**Christos Boukalas, Mark Neocleous, Claude Serfati) *Critique de la sécurité. Accumulation capitaliste et pacification sociale*, Etrotopia, Paris, 2017
- Participation au colloque EHESS : L'Armée française et les « valeurs de la république ». Un état des lieux. 14 mars 2018.

Catherine Vincent

- Journée d'information-sensibilisation ISST-DIRECCTE Ile-de-France « Le droit de la négociation collective après la loi Travail », intervention « Regards comparés sur la place des sources en droit du travail », Bourg-la-Reine, 25 janvier 2017.

- Colloque des RT 24-25 de l'AFS *« Relation de service et intersectionnalité »*, intervention « Faire grève dans une maison de retraite : un conflit imbriqué dans la relation de service et les rapports de pouvoir », Paris, 16-17 mars 2017.
- Séminaire DARES *« Les comités d'entreprise : effets et usages des nouveaux outils d'information consultation »* présentation du rapport sur les Comités d'entreprise au séminaire, (avec Kévin Guillas Cavan, Marcus Kahmann, Frédéric Lerais, Udo Rehfeldt et Catherine Sauviat) Paris, 21 mars 2017.
- Les rencontres ISST-IRES : « Les réformes du marché du travail en Europe : quelles logiques, quelles performances, quelles convergences ? », intervention, Paris, 29 juin 2017.
- IREC. Industrial Relations in Europe Conference 2017. Intervention *« Between decentralization of collective bargaining and social pacts: France, Italy and Spain since the crisis »* (avec Udo Rehfeldt) Université de Varsovie, Pologne,7-8 septembre 2017.
- Journée organisée par l'IRISSO et le CR2D de l'Université Paris Dauphine *« Comprendre les ordonnances au prisme des réformes* étrangères *»* Paris, 28 septembre 2017.

Marie Wierink

- Journée organisée par l'IRISSO et le CR2D de l'Université Paris Dauphine *« Comprendre les ordonnances au prisme des réformes étrangères »* Paris, 28 septembre 2017.
- Intervention : « *L'hyperflexibilité de l'emploi et ses risques, aux Pays-Bas* », au CEPAG, Namur, Belgique, centre de formation lié à la FGTB Wallonne, 21 novembre 2017.
- Intervention : « *L'hyperflexibilité de l'emploi et ses risques, aux Pays-Bas* », dans un enseignement de Michel Lallement, au CNAM (laboratoire Lise), 11 décembre 2017.

Liste des chercheur.e.s par groupe en janvier 2018

Relations professionnelles	Kevin Guillas-Cavan Marcus Kahmann Cristina Nizzoli Catherine Vincent
Travail	Solveig Grimault
Revenus	Pierre Concialdi Noélie Delahaie Antoine Math Ilias Naji (doctorant)
Emploi	Odile Chagny Axel Magnant (doctorant) Christèle Meilland Catherine Sauviat
Chercheur.e.s associé.e.s	Jeanne Fagnani Anne Fretel Jacques Freyssinet Adelheid Hege Michel Husson Odile Join-Lambert Annie Jolivet Stéphane Jugnot Yves Lochard Jean-Marie Pernot Udo Rehfeldt Claude Serfati Marie Wierink

Sommaire

Partie 1 : Groupes de travail

GROUPE « RELATIONS PROFESSIONNELLES » 11
1 DYNAMIQUES DES RELATIONS PROFESSIONNELLES EN FRANCE APRES LES REFORMES DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE ET DE LA REPRESENTATION DES SALARIES 12
1.1 ÉVOLUTION DES COMITES D'ENTREPRISE **12**
1.1.1 ECLAIRAGE ET CONTRIBUTION A UN OUVRAGE COLLECTIF (K. GUILLAS CAVAN) 12
1.1.2 LE ROLE DES EXPERTS AUPRES DES CE (K. GUILLAS-CAVAN, M. KAHMANN) 13
1.1.3 UN NUMERO SPECIAL DE LA REVUE DE L'IRES CONSACRE AUX CE – PROJET 13
1.2 EFFETS DES REFORMES DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA REGULATION PARITAIRE **14**
1.3 LA NEGOCIATION COLLECTIVE **14**
1.3.1 LES NEGOCIATIONS SALARIALES 15
1.3.2 LA GENERALISATION NEGOCIEE DES COMPLEMENTAIRES SANTE 15
1.4 LE DIALOGUE SOCIAL DANS LA FONCTION PUBLIQUE (C. VINCENT AVEC C. MEILLAND) **16**
2 LES SYSTEMES DE RELATIONS PROFESSIONNELLES EUROPEENS DANS LA CRISE 17
2.1 LA DECENTRALISATION DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE **17**
2.2 LE DIALOGUE SOCIAL EN EUROPE **18**
3 LA DIMENSION TRANSNATIONALE DES RELATIONS PROFESSIONNELLES 19
3.1 LA PARTICIPATION DES SALARIES EN EUROPE **19**
3.2 LA CONSULTATION ET LA NEGOCIATION DANS LES ENTREPRISES MULTINATIONALES A TRAVERS LES ACCORDS TRANSNATIONAUX **19**
3.3 LA NEGOCIATION COLLECTIVE TRANSNATIONALE D'ENTREPRISE : QUELLE(S) ARTICULATION(S) AVEC LA NEGOCIATION COLLECTIVE DE GROUPE, D'ENTREPRISE ET D'ETABLISSEMENT. **21**
4. LES ACTEURS COLLECTIFS : CRISE OU RENOUVEAU ? 22
4.1 SYNDICALISME ET JEUNES EN COMPARAISON INTERNATIONALE **22**
4.2 SYNDICALISME ET JEUNES « NON-QUALIFIES » **23**
4.3 MIGRATIONS ET TRAVAIL **24**
4.4 STRATEGIES SYNDICALES DANS LE TRAVAIL DU CARE **25**
4.5 REVITALISATION DES STRATEGIES SYNDICALES **26**
5. DIVERS 27

GROUPE « TRAVAIL ET SECURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS » 29
1. ACCOMPAGNEMENT ET SECURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS 29
1.1. L'EVALUATION DE L'ACCOMPAGNEMENT DANS LES POLITIQUES D'EMPLOI : STRATEGIES ET PRATIQUES PROBANTES 30
1.2. DISPOSITIFS D'INSERTION DES PEU QUALIFIES ET POLITIQUES D'EMPLOI : LA QUALITE DES SITUATIONS DE TRAVAIL COMME LEVIER POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARCOURS D'INSERTION 31
2. LES « EQUIPEMENTS » INSTITUTIONNELS ET TERRITORIALISES DU MARCHE DU TRAVAIL 32
2.1. QU'EST-CE QUE L'INTERMEDIATION ? 32
2.2. LES RESSOURCES DU TERRITOIRE POUR LA SECURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS 33
2.3. ACCOMPAGNEMENT DES MUTATIONS ECONOMIQUES ET REVITALISATION DES TERRITOIRES 34
2.3.1 APPUI A LA CONCEPTION D'UN SEMINAIRE DU FPSPP SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES MUTATIONS ECONOMIQUES 34
2.3.2 LES ACTIVITES ET MEDIATIONS UTILES A LA REVITALISATION DE TERRITOIRES 35
2.4. LES REFORMES DU MARCHE DU TRAVAIL 35
3. TRAVAIL, EMPLOI ET SYNDICALISME DANS LE SECTEUR PUBLIC 35
3.1. ORGANISATIONS SYNDICALES DU SECTEUR PUBLIC 35
3.2. TRAVAIL ET EMPLOI DANS LE SECTEUR PUBLIC 36
4. ETUDES QUALITATIVES 36
5. DIVERS 37
5.1. PARTICIPATION AU COMITE SCIENTIFIQUE DE LA GARANTIE JEUNES 37
5.2. MEMBRE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE L'ASSOCIATION TRANSFER 37
5.3. MISSION D'EXPERT AUPRES DE LA COMMISSION « EVALUATION » DU CNEFOP 38

GROUPE « REVENUS » 38
1.SALAIRES : NEGOCIATION, EPARGNE SALARIALE ET DIVERSIFICATION DES FORMES DE REMUNERATION 39
1.1 SALAIRES NEGOCIES EN EUROPE, ... 39
1.2 EFFETS DE LA CRISE SUR LES MODES DE GESTION DE L'EMPLOI ET DES REMUNERATIONS DES ENTREPRISES 40
1.3 EPARGNE SALARIALE ET SALAIRE 41
1.4 LA NEGOCIATION COLLECTIVE TRANSNATIONALE D'ENTREPRISE SUR LES RESTRUCTURATIONS .. 41
1.5 JOURNEE D'ETUDE SUR « LE SYNDICALISME A L'EPREUVE DE L'EUROPE SOCIALE » 42
2. PROTECTION SOCIALE 42
2.1 LES EVOLUTIONS DE LA PROTECTION SOCIALE 42
2.2 EVOLUTION DES SYSTEMES DE SANTE 43
2.2.1 CRISE, REFORMES ET SANTE 43
2.2.2 LA CONSTRUCTION DU MARCHE DU RISQUE SANTE 44
2.3 LA PROBLEMATISATION DES RETRAITES : INTERACTIONS ENTRE EXPERTISE, DEBAT PUBLIC ET POLITIQUES PUBLIQUES 44
2.4 POLITIQUES SOCIALES EN DIRECTION DES FAMILLES, ARTICULATION ENTRE VIES PROFESSIONNELLE ET FAMILIALE, INEGALITES FEMMES-HOMMES, PAUVRETE DES ENFANTS 45
3. FORMATION, DISTRIBUTION ET EVOLUTION DES REVENUS 46
3.1 PAUVRETE, RICHESSE ET INEGALITES 46
3.2 BUDGETS DE REFERENCE POUR PARTICIPER A LA VIE SOCIALE ET REVENU MINIMUM DECENT 47

GROUPE « EMPLOI ET SYSTEME PRODUCTIF » 49
1. REGIMES SALARIAUX DANS LA ZONE EURO 50
1.1 REGIMES SALARIAUX & CONVERGENCES DES PERFORMANCES DANS LA ZONE EURO 50
1.2 SALAIRES NEGOCIES EN EUROPE (ODILE CHAGNY, NOELIE DELAHAIE ET CATHERINE VINCENT) 50
2. LES MUTATIONS DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DU SYSTEME PRODUCTIF 51
2.1 LES STRATEGIES DES GROUPES INDUSTRIELS, L'EMPLOI ET LE SYSTEME PRODUCTIF NATIONAL... 51
2.2 LE CONFLIT DE REPARTITION ENTRE ACTIONNAIRES ET SALARIES 53
3. LES TRANSFORMATIONS DU TRAVAIL LIEES A L'ECONOMIE COLLABORATIVE NUMERIQUE (RESEAU « SHARERS & WORKERS ») 53
4. LES FORMES INDUITES DE SEGMENTATION DU MARCHE DU TRAVAIL 55
4.1 LES DYNAMIQUES TERRITORIALES, TRAVAIL ET EMPLOI DES SENIORS 55
4.2 INSERTION DES JEUNES SUR LE MARCHE DU TRAVAIL 56
4.3 DISCRIMINATION / STATISTIQUES ETHNIQUES 57
4.4 RECOMPOSITIONS DE LA DIVERSITE DES FORMES D'EXERCICE DE L'ACTIVITE AGRICOLE : L'IMPORTANCE CROISSANTE DES TRAVAILLEURS NON-PERMANENTS 57
5. LES « MODELES NATIONAUX » DANS LA ZONE EURO ET LA CRISE ECONOMIQUE 58
5.1 EXPERTISE ALLEMAGNE 58
5.2 FLEXICURITE ET CRISE ECONOMIQUE DANS LE MODELE DANOIS 59

Partie 2 : Autres activités

CHRONIQUE INTERNATIONALE DE L'IRES 63
LA REVUE DE L'IRES 68
SITE INTERNET DE L'IRES 71
JOURNEES ET SEMINAIRES ORGANISES OU CO-ORGANISES PAR L'IRES 74
LE CENTRE DE DOCUMENTATION 76
CONVENTIONS DE RECHERCHES EN 2017/2018 79
INTERVENTIONS DES CHERCHEUR.E.S 80
LISTE DES CHERCHEUR.E.S PAR GROUPE EN JANVIER 2018 96